

# COI Focus

## REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

### Situation sécuritaire

23 juin 2020 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

#### DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

## Table des matières

<b>Liste des sigles utilisés.....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>1. Bref historique .....</b>	<b>6</b>
<b>2. Etat actuel du conflit .....</b>	<b>7</b>
2.1. Formation d'un gouvernement inclusif .....	7
2.2. Désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDRR).....	9
2.3. Situation sécuritaire .....	10
2.4. Justice et impunité.....	11
<b>3. Parties en présence.....</b>	<b>12</b>
3.1. Forces internationales .....	12
3.2. Forces nationales.....	12
3.3. Groupes armés .....	13
3.3.1. Ex-Seleka .....	13
3.3.2. Anti-balaka .....	15
3.3.3. Autres groupes armés .....	16
3.3.4. Groupes d'autodéfense à Bangui .....	17
<b>4. Typologie de la violence .....</b>	<b>18</b>
4.1. Affrontements entre groupes armés .....	19
4.1.1. Combats dans le nord-est.....	19
4.1.2. Affrontements entre groupes anti-balaka et autres groupes armés .....	21
4.2. Attaques contre les forces nationales et internationales .....	21
4.3. Exactions contre les civils .....	23
4.4. Attaques contre des travailleurs humanitaires .....	25
<b>5. Cibles de la violence .....</b>	<b>26</b>
5.1. Civils.....	27
5.2. Femmes et enfants .....	28
<b>6. Répartition géographique.....</b>	<b>29</b>
6.1. A l'intérieur du pays.....	30
6.2. A Bangui.....	33
<b>7. Déplacements de population .....</b>	<b>33</b>
<b>8. Impact de la violence sur la vie quotidienne .....</b>	<b>35</b>
8.1. Situation socio-économique .....	35
8.2. Situation alimentaire.....	35
8.3. Situation sanitaire.....	36
<b>Résumé .....</b>	<b>37</b>
<b>Annexe .....</b>	<b>38</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>39</b>

## Liste des sigles utilisés

3R	Retour, réclamation et réhabilitation
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AI	Amnesty International
CNC	Corbeau News Centrafrique
CPI	Cour pénale internationale
CPS	Cour pénale spéciale
DDRR	Désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement
DIIS	Danish Institute for International Studies
DW	Deutsche Welle
EUTM RCA	Mission militaire de formation de l'Union européenne en République centrafricaine
FACA	Forces armées centrafricaines
FDPC	Front démocratique du peuple centrafricain
FPRC	Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique
FSI	Forces de sécurité intérieure
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IFRI	Institut français des relations internationales
IPIS	International Peace Information Service
LRA	Lord Resistance Army
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique
MLCJ	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice
MNLC	Mouvement national pour la libération de la Centrafrique
MPC	Mouvement patriotique pour la Centrafrique
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ONG	Organisations non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PRNC	Parti du rassemblement de la nation centrafricaine
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RFI	Radio France internationale
RJDH	Réseau des journalistes pour les droits de l'homme
RPRC	Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique
USMS	Unité spéciale mixte de sécurité
UPC	Union pour la paix en Centrafrique

## Introduction

Le présent rapport dresse un état des lieux de la situation sécuritaire en République centrafricaine (RCA). Il porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> juin 2019 au 1<sup>er</sup> juin 2020, date de la clôture de la recherche documentaire. Ce document constitue une mise à jour du COI Focus du 6 décembre 2019.

L'analyse se compose de huit parties. La première décrit brièvement les origines du conflit, la deuxième donne un aperçu de la situation politique et sécuritaire depuis la signature de l'accord de paix de Khartoum en février 2019. Le troisième chapitre rappelle les parties en présence : forces internationales, forces nationales de défense et de sécurité et groupes armés. Les trois chapitres suivants sont consacrés successivement à la typologie, aux cibles et à la répartition géographique des violences. Les déplacements de population occasionnés par ces violences font l'objet du septième chapitre. Le dernier chapitre examine l'impact de la violence sur la situation socio-économique et humanitaire et, partant, sur la vie quotidienne.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques que présente le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) au Conseil de sécurité ; les rapports du Groupe d'experts onusiens chargé d'évaluer l'application des sanctions contre la RCA dont l'embargo sur les armes ; les rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales de défense des droits de l'homme, telles que Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International (AI). Le Cedoca s'est aussi basé sur des rapports de l'International Crisis Group (ICG), un groupe de réflexion sur la prévention et la résolution des conflits armés, et sur des études conduites par des centres de recherche comme l'International Peace Information Service (IPIS), le Danish Institute for International Studies (DIIS) et l'Enough Project. Enfin, le Cedoca a consulté la presse locale, comme les site d'actualités Corbeau News Centrafrique (CNC) et Radio Ndeke Luka, ainsi que la presse internationale.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales.

Pour la RCA, il s'agit notamment des sources suivantes : CNC, Radio Ndeke Luka, aBangui.com, Centrafrique presse info, Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH), Crisis Tracker, Agence France-press (AFP) et Radio France internationale (RFI).

La base de données de l'ACLED est accessible publiquement sur le site web de l'organisation. Elle est constamment mise à jour dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non) sont disponibles<sup>1</sup>. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED à la date du 1<sup>er</sup> juin 2020. L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts<sup>2</sup>. L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue<sup>3</sup>.

Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données<sup>4</sup>. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de l'importation de données, les chiffres fournis par l'ACLED doivent être considérés comme une

---

<sup>1</sup> ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, [url](#)

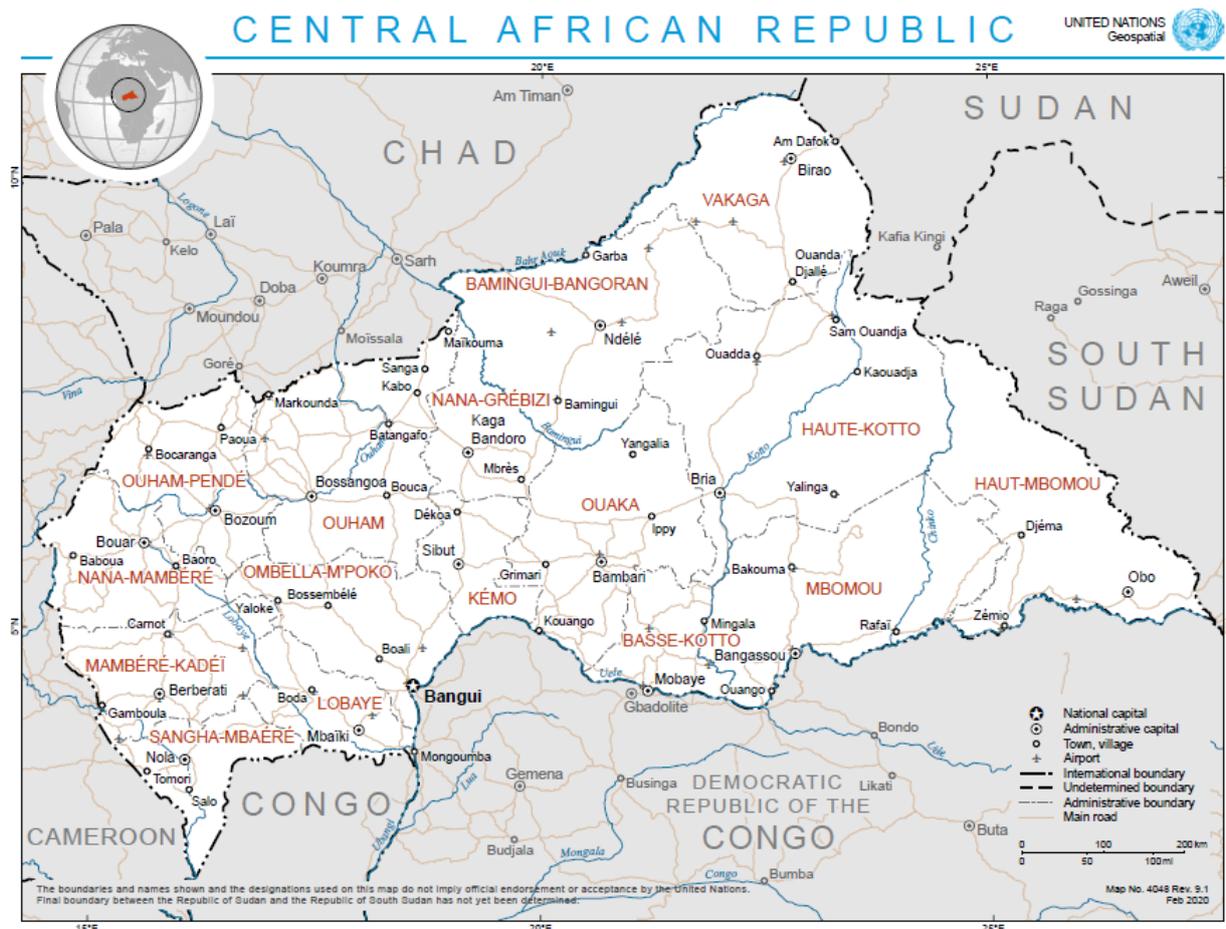
<sup>2</sup> ACLED, *Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>3</sup> ACLED, *Guide for Media Users*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>4</sup> ACLED, *Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

Les conditions de sécurité en RCA font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.



République centrafricaine (préfectures et villes principales)<sup>5</sup>

<sup>5</sup> UN Geospatial Information Section, 02/2020, [url](#)

## 1. Bref historique

A la fin de l'année 2012, des groupes rebelles majoritairement composés de musulmans originaires du nord-est du pays se sont unis pour former une alliance, la Seleka<sup>6</sup>, dans le but de renverser le président François Bozizé<sup>7</sup>. Malgré la signature, en janvier 2013, d'un accord de paix entre le gouvernement et la Seleka, cette dernière s'est emparée de Bangui et a renversé le président Bozizé en mars 2013<sup>8</sup>. Michel Djotodia, l'un des leaders des groupes rebelles, a suspendu la constitution et s'est installé comme président par intérim, fonction à laquelle il a ensuite été confirmé par un gouvernement de transition<sup>9</sup>.

Lors de la prise du pouvoir, la Seleka a soumis le pays à une violence dirigée principalement contre la communauté chrétienne, représentant 80 % de la population, tuant des milliers de civils<sup>10</sup>. Malgré la décision de Michel Djotodia de dissoudre la Seleka en septembre 2013, la plupart de ses membres ont refusé d'être démobilisés et ceux que l'on appelle désormais les ex-Seleka ont continué de commettre des exactions<sup>11</sup>.

Des groupes d'auto-défense majoritairement chrétiens se sont alors organisés et ont lancé des attaques contre les ex-Seleka et contre des civils musulmans considérés comme soutenant ceux-ci. Des soldats appartenant aux Forces armées centrafricaines (FACA) et à la garde présidentielle, restés loyaux à François Bozizé, ont rejoint ces groupes<sup>12</sup>. Ils sont connus sous le nom d'anti-balaka<sup>13</sup>.

Le 5 décembre 2013, les anti-balaka ont lancé des attaques coordonnées sur Bangui. Une série de représailles entre ex-Seleka et anti-balaka ont dégénéré en violences entre civils musulmans et chrétiens, dans la capitale ainsi que dans le pays. Les événements des 5 et 6 décembre 2013 ont fait un millier de victimes<sup>14</sup>.

En décembre 2013, dans le cadre de l'opération Sangaris autorisée par l'ONU, 1.600 militaires français sont venus rejoindre 2.600 soldats des troupes de l'Union africaine déjà présentes et ont chassé la Seleka de la capitale Bangui<sup>15</sup>. En septembre 2014, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), forte de quelque 12.000 effectifs, est venue remplacer les forces africaines<sup>16</sup>.

Le 10 janvier 2014, sous la pression des chefs d'Etat d'Afrique centrale, Michel Djotodia a remis sa démission<sup>17</sup>. Dix jours plus tard, le Parlement a élu Catherine Samba-Panza, maire de Bangui, comme présidente de transition<sup>18</sup>.

Alors que la Seleka s'est fragmentée en plusieurs groupes armés contrôlant chacun sa propre zone, des groupes anti-balaka, répondant de moins en moins à un commandement central, se sont de plus en plus engagés dans des activités criminelles<sup>19</sup>.

<sup>6</sup> Seleka signifie alliance en langue sango, langue véhiculaire de la RCA.

<sup>7</sup> HRW, 09/2013, pp. 5, 29 et s., [url](#)

<sup>8</sup> Le Monde (Loubière T.), 05/12/2013, [url](#)

<sup>9</sup> HRW, 09/2013, pp. 5, 29 et s., [url](#)

<sup>10</sup> AI, 02/2014, pp. 5-6, [url](#) ; Le Monde (Loubière T.), 05/12/2013, [url](#)

<sup>11</sup> The New Humanitarian, 19/05/2015, [url](#) ; HRW, 07/2017, pp. 17-21, [url](#)

<sup>12</sup> HCDH, 14/01/2014, [url](#)

<sup>13</sup> Anti-balaka signifierait anti-machette en langue sango, ou viendrait de « anti-balles AK47 ».

<sup>14</sup> HCDH, 14/01/2014, [url](#)

<sup>15</sup> Le Monde, 25/02/2014, [url](#) ; Le Point, 31/10/2016, [url](#)

<sup>16</sup> Jeune Afrique, 15/09/2014, [url](#)

<sup>17</sup> Huffington Post, 10/01/2014, [url](#)

<sup>18</sup> L'Express, 20/01/2014, [url](#)

<sup>19</sup> HRW, 07/2017, pp. 22-24, [url](#)

Des élections présidentielle et législatives sont venues clôturer la transition entamée en janvier 2014. Faustin Archange Touadéra a été élu président de la République en février 2016<sup>20</sup>.

Fin 2016, la violence des groupes armés à l'intérieur du pays, alimentée par des tensions communautaires, ethniques et économiques, s'est intensifiée de nouveau faisant de nombreux morts et provoquant un déplacement massif de la population<sup>21</sup>. Ces violences se sont poursuivies en 2017 et 2018, et les civils en sont les victimes principales<sup>22</sup>.

Les pourparlers entre groupes armés ex-Seleka et anti-balaka qui ont eu lieu à partir de 2014 ont abouti à plusieurs accords d'arrêt d'hostilités, mais ceux-ci sont généralement restés lettre morte<sup>23</sup>. Des initiatives diplomatiques africaines, européennes et russes initiées en 2017 ont finalement réussi à réunir quatorze groupes armés reconnus à Khartoum pour la négociation d'un accord de paix<sup>24</sup>.

## 2. Etat actuel du conflit

### 2.1. Formation d'un gouvernement inclusif

Le 5 février 2019, le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés reconnus<sup>25</sup>, ont signé un accord de paix – le huitième depuis 2013 – à Khartoum (Soudan)<sup>26</sup>.

Le 25 février 2019, Firmin Ngrébada est nommé Premier ministre, chargé de former un gouvernement inclusif<sup>27</sup>. Dans le nouveau gouvernement, annoncé le 3 mars 2019, des représentants des groupes armés les plus importants ont obtenu des postes<sup>28</sup>. Toutefois, plusieurs groupes ont exprimé publiquement leur désaccord avec la composition de l'équipe gouvernementale, considérée comme non inclusive<sup>29</sup>.

L'Union africaine a réuni les parties à Addis-Abeba le 18 mars 2019. Deux jours plus tard, les autorités et les quatorze groupes armés se sont entendus sur la composition d'un nouveau gouvernement inclusif<sup>30</sup>. Le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), en l'occurrence le groupe armé ex-Seleka le plus important, a obtenu deux portefeuilles, tout comme l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) et le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC). Un ministère a été attribué au Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ). Abdoulaye Miskine, le leader du FDPC qui n'avait aucun représentant dans le gouvernement formé début mars, s'est vu offrir un poste de ministre, mais a refusé<sup>31</sup>. La majorité présidentielle a obtenu vingt-cinq postes, alors que treize sièges ont été assignés à des membres de neuf groupes armés et un à l'opposition<sup>32</sup>. Plusieurs chefs de groupes armés sont par ailleurs nommés à des postes de responsabilité militaire. Ainsi, Ali Darassa, le chef de l'UPC, Mahamat al-Khatim, le chef du MPC, et Abass Sidiki, le chef du groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R), sont nommés conseillers spéciaux à la primature chargés des unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) dans les trois zones que leurs mouvements armés contrôlaient

<sup>20</sup> Xinhua, 05/03/2016, [url](#)

<sup>21</sup> ICG, 28/09/2017, [url](#)

<sup>22</sup> ICG, 18/06/2019, [url](#)

<sup>23</sup> HRW, 07/2017, pp. 27-30, [url](#) ; ICG, 28/09/2017, [url](#)

<sup>24</sup> ICG, 18/06/2019, [url](#)

<sup>25</sup> La liste des quatorze groupes armés signataires de l'accord de paix figure en annexe de ce document.

<sup>26</sup> RFI, 05/02/2019, [url](#)

<sup>27</sup> Apanews, 25/02/2019, [url](#)

<sup>28</sup> Jeune Afrique, 03/03/2019, [url](#)

<sup>29</sup> Jeune Afrique, 04/03/2019, [url](#) ; RFI, 04/03/2019, [url](#) ; Sputniknews (Simo A.), 07/03/2019, [url](#)

<sup>30</sup> Jeune Afrique, 20/03/2019, [url](#) ; RFI, 20/03/2019, [url](#)

<sup>31</sup> Jeune Afrique, 22/03/2019, [url](#) ; AFP, 23/03/2019, [url](#) ; Xinhua, 25/03/2019, [url](#)

<sup>32</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 17/06/2019, p. 2, [url](#)

déjà, respectivement dans le centre, le centre-nord et le nord-ouest du pays<sup>33</sup>. C'est aussi dans ces zones-là que, selon HRW, leurs combattants ont commis des crimes de guerre<sup>34</sup>.

Dans un rapport d'évaluation de l'accord de paix de juin 2019, l'ICG mentionne que la population et les partis d'opposition ont mal perçu l'attribution de hautes fonctions au sein des institutions de l'Etat à des chefs de guerre<sup>35</sup>. Le mouvement E Zingo Biani (« réveillons-nous définitivement », d'après Jeune Afrique<sup>36</sup>), né en mai 2019 et réunissant des représentants de la société civile et de l'opposition politique, qui a accusé le gouvernement de faire trop de concessions aux groupes armés<sup>37</sup>, a organisé une manifestation à Bangui le 30 septembre 2019<sup>38</sup>. Le 10 février 2020, des partis politiques de l'opposition ont formé la Coalition de l'opposition démocratique 20-20 (COD 20-20)<sup>39</sup>. Fin avril 2020, le mouvement E Zingo Biani a été dissous<sup>40</sup>.

De leur côté, certains chefs de groupes armés qui ont été nommés à des postes officiels ont remis progressivement en cause leur participation au processus de paix. Certains ont continué de recruter et de se procurer des armes, d'après le Groupe d'experts de l'ONU<sup>41</sup>. Dans un communiqué de fin juillet 2019, le chef du FDPC, Abdoulaye Miskine, devenu « l'ennemi public numéro un » d'après le Groupe d'experts, a menacé de renverser le président Touadéra<sup>42</sup>. Le 19 novembre 2019, Miskine est arrêté à N'Djamena au Tchad<sup>43</sup>. En août et septembre 2019, Mahamat al-Khatim, le chef du MPC,<sup>44</sup> et Abass Sidiki, le chef du groupe 3R, ont démissionné de leurs postes gouvernementaux<sup>45</sup>.

Dans son rapport de février 2020, le secrétaire général de l'ONU a remarqué que les tensions au sein du gouvernement persistent et que l'opposition se renforce<sup>46</sup>. En août 2019, le parti Convergence nationale Kwa Na Kwa (KNK) de l'ancien président François Bozizé a quitté la majorité pour rejoindre l'opposition<sup>47</sup>. Exilé depuis six ans, le 15 décembre 2019, Bozizé est retourné en RCA. Le 10 janvier 2020, Michel Djotodia, qui avait renversé Bozizé en 2013 et qui reste le chef politique du FPRC, est également rentré au pays. HRW accuse les deux anciens chefs d'Etat de graves violations des droits de l'homme<sup>48</sup>.

Selon un communiqué publié fin avril 2020, sept groupes armés signataires de l'accord de Khartoum ont déclaré suspendre leur participation dans le gouvernement. Toutefois, certains signataires, comme les chefs du MPC, de l'UPC et du groupe 3R, ont nié avoir signé le document<sup>49</sup>.

Dans des publications de 2018 et de 2019, Thierry Vircoulon, analyste de l'Afrique centrale et australe au sein de l'Institut français des relations internationales (IFRI), attire l'attention sur la raison d'être des groupes armés, à savoir la « compétition pour le contrôle des espaces économiques stratégiques ». Leur modèle économique repose sur la taxation des commerces et des transports, le vol ou la taxation de bétail, le contrôle de ressources minérales, l'extorsion de compagnies étrangères et la criminalité à l'égard d'ONG. Ce moteur économique explique pourquoi les conflits souvent locaux

<sup>33</sup> ISS – PSC Report, 23/04/2019, [url](#) ; ISS – PSC Report, 01/10/2019, [url](#) ; Xinhua, 27/08/2019, [url](#)

<sup>34</sup> HRW, 24/04/2019, [url](#)

<sup>35</sup> ICG, 18/06/2019, [url](#)

<sup>36</sup> Jeune Afrique (Grilhot G.), 24/10/2019, [url](#)

<sup>37</sup> CNC (Mbata A.), 01/06/2019, [url](#)

<sup>38</sup> RFI, 30/09/2019, [url](#)

<sup>39</sup> RFI, 11/02/2020, [url](#)

<sup>40</sup> Radio Ndeke Luka, *Centrafrique: Dissolution de la plate-forme sociopolitique "E Zingo Biani"*, 27/04/2020, [url](#)

<sup>41</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, p. 10, [url](#)

<sup>42</sup> Jeune Afrique (Pabandji P.), 19/08/2019, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, p. 10, [url](#)

<sup>43</sup> Jeune Afrique, 20/11/2019, [url](#)

<sup>44</sup> AFP, 27/08/2019, [url](#)

<sup>45</sup> Le Figaro, 05/09/2019, [url](#)

<sup>46</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 3-4, [url](#)

<sup>47</sup> Xinhua, 13/08/2019, [url](#)

<sup>48</sup> HRW (Mudge L.), 23/12/2019, [url](#) ; HRW (Mudge L.), 15/01/2020, [url](#)

<sup>49</sup> RFI, 26/04/2020, [url](#) ; Radio Ndeke Luka, *Centrafrique: Sept groupes armés signataires de l'accord de Khartoum suspendent leur participation dans le gouvernement*, 27/04/2020, [url](#)

n'opposent pas exclusivement des groupes ex-Seleka et anti-balaka mais aussi des groupes musulmans entre eux et des groupes anti-balaka entre eux. Thierry Vircoulon dénonce en même temps la « gouvernance catastrophique du pays ». Les groupes armés « marchandent » la mise en œuvre de l'accord de paix, alors que l'Etat peine à imposer son autorité. Des hommes politiques et groupes armés entretiennent des relations d'affaires, de parrainage, d'assistances ponctuelles ou de sympathie. En outre, la corruption reste « au cœur du politique ». Des compagnies internationales douteuses et des réseaux criminels profitent de cette configuration<sup>50</sup>.

Des élections présidentielle et législatives sont prévues pour le 27 décembre 2020. Un éventuel second tour devrait avoir lieu en février 2021. Des élections locales sont planifiées fin 2021<sup>51</sup>. La Commission de la consolidation de la paix, un organe onusien chargé de la mobilisation des ressources pour cette tâche, a averti que le manque de ressources et de capacités du gouvernement ainsi que la situation sécuritaire risquent d'entraver l'organisation d'élections inclusives, crédibles et sûres<sup>52</sup>.

Au niveau international, devant l'implication croissante de la Russie au niveau politique et sécuritaire, par exemple à travers la coopération militaire et au sein de la garde rapprochée du président ainsi que dans le domaine de l'extraction minière, la France s'est réengagée en RCA. Malgré les problèmes de gouvernance, la Banque mondiale et l'Union européenne ont augmenté leur soutien financier. Thierry Vircoulon souligne que pour les différents acteurs internationaux, les principes comptent moins que le maintien de leur influence dans la région<sup>53</sup>.

## 2.2. Désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDRR)

Depuis le début du processus de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDRR) jusqu'à fin 2019, 1.321 combattants, dont 81 femmes, appartenant à neuf groupes armés, ont été désarmés et démobilisés<sup>54</sup>. Selon RFI, ce nombre ne représente que 15 % du total des combattants<sup>55</sup>. Entre octobre 2019 et février 2020, plus de 150 enfants ont été séparés de groupes armés afin de participer à des programmes de réintégration<sup>56</sup>.

Le volet de réintégration et de réinsertion du processus DDRR se poursuit lentement. Fin 2019, quelque 170 combattants démobilisés ayant choisi la réintégration socioéconomique ont achevé une formation professionnelle<sup>57</sup>. Au niveau de la réinsertion des anciens combattants, l'accord de paix signé en février 2019 prévoit leur intégration dans les soixante jours après la signature de l'accord au sein d'unités spéciales mixtes de sécurité (USMS). Celles-ci seront réparties sur trois secteurs régionaux et chargées, entre autres, du contrôle des couloirs de transhumance et de la protection des civils. Les USMS seront composées de 40 % de soldats de l'armée régulière et de 60 % d'ex-rebelles<sup>58</sup>. Toutefois, la première unité mixte, dans l'ouest du pays, a seulement clôturé sa formation en mai 2020. Ses 300 effectifs seront affectés à Paoua<sup>59</sup>. Plusieurs sources soulignent les retards considérables au niveau de la création et du déploiement des USMS et la réticence des groupes à désarmer<sup>60</sup>. En février 2020, Hans de Marie Heungoup, analyste auprès de l'ICG, estime que dans l'est du pays, « le

<sup>50</sup> IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, [url](#) ; The Conversation (Vircoulon T.), 22/10/2019, [url](#)

<sup>51</sup> Jeune Afrique, 20/06/2019, [url](#) ; CNC, 18/11/2019, [url](#)

<sup>52</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 27/02/2020, pp. 3-4, [url](#)

<sup>53</sup> Jeune Afrique, 06/11/2018, [url](#) ; Jeune Afrique (Olivier M.), 20/08/2019, [url](#) ; The Conversation (Vircoulon T.), 22/10/2019, [url](#)

<sup>54</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 31/12/2019, p. 2, [url](#)

<sup>55</sup> RFI, 06/02/2020, [url](#)

<sup>56</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 12, [url](#)

<sup>57</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 31/12/2019, p. 2, [url](#)

<sup>58</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, p. 29, [url](#) ; VOA, 17/10/2019, [url](#)

<sup>59</sup> RFI, 16/05/2020, [url](#)

<sup>60</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 10-11, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 27/02/2020, p. 5, [url](#) ; ICG, 18/06/2019, [url](#)

désarmement est au point mort »<sup>61</sup> et doute que le processus soit achevé avant les élections prévues fin 2020<sup>62</sup>.

En février 2020, le secrétaire général de l'ONU signale, en particulier pendant la période de transhumance – en saison sèche, d'octobre-novembre et jusqu'au mois de mai –, une multiplication des mouvements illégaux des groupes armés qui étendent les territoires sous leur contrôle<sup>63</sup>. Parmi ceux-ci figure le groupe 3R qui a fait des dizaines de victimes civiles à Paoua en mai 2019 malgré son engagement dans le processus de paix. En novembre 2019, sous la pression militaire de la MINUSCA, Sidiki Abass, le chef du groupe 3R, a déclaré rendre les armes et s'inscrire au processus DDRR<sup>64</sup>. Selon CNC, des dizaines de combattants du groupe armé ont depuis été démobilisés, mais certains éléments seraient toujours une source d'insécurité<sup>65</sup>. Ainsi, plusieurs sources rapportent des attaques et quelques assassinats de civils par le groupe 3R entre mars et mai 2020 dans les préfectures occidentales<sup>66</sup>. Selon plusieurs médias locaux, en mai 2020, Sidiki semble être retourné dans le maquis avec plusieurs de ses fidèles qui avaient été intégrés dans les USMS<sup>67</sup>.

L'expansion territoriale de l'UPC, basée principalement dans le centre du pays, s'est surtout orientée vers l'est. Le groupe armé s'est dirigé vers Bambouti et Obo dans la préfecture du Haut-Mbomou limitrophe de la frontière du Soudan du Sud. Cette expansion s'est accompagnée d'attaques et d'exactions contre des civils, selon le Groupe d'experts<sup>68</sup>, mais aussi d'affrontements avec les forces nationales et internationales<sup>69</sup>. L'UPC a aussi progressé vers l'ouest, en rejoignant Batangafo dans la préfecture de l'Ouham<sup>70</sup>.

Les incidents violents impliquant des groupes armés sont traités plus en détail dans le quatrième chapitre sur la typologie de la violence.

### 2.3. Situation sécuritaire

Depuis la signature de l'accord de paix en février 2019, l'ONU fait état d'une baisse « tendancielle » et non plus passagère des violences et des violations des droits de l'homme liées au conflit<sup>71</sup>.

En octobre 2019, Thierry Vircoulon de l'IFRI résume quant à lui la situation en ces termes :

« [Un] accord de paix [...] qui consacre l'impunité des seigneurs de guerre et leur confère des postes gouvernementaux, a été signé en février dernier [...]. Depuis, il règne en RCA une de ces situations de 'ni paix ni guerre' qui peuvent durer des années. En échange d'une trêve relative, les groupes armés, qui font officiellement partie du gouvernement [...], conservent leur mainmise territoriale et économique sur une grande partie du pays »<sup>72</sup>.

Le Groupe d'experts onusiens constate fin 2019 que de nombreux responsables de groupes armés ainsi que leurs combattants se satisfont du *statu quo* qui leur permet de trafiquer des armes et de s'enrichir en prélevant des taxes illégales. En outre, certains groupes armés, comme le MPC, peinent à contrôler leurs commandants militaires qui parfois font fi des instructions de leur chef Mahamat al-

<sup>61</sup> AFP, 05/02/2020, [url](#)

<sup>62</sup> ICG (Heungoup H.), 13/03/2020, [url](#)

<sup>63</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 5, [url](#)

<sup>64</sup> Xinhua, 12/11/2019, [url](#)

<sup>65</sup> CNC (Lenga G.), 25/01/2020, [url](#)

<sup>66</sup> Xinhua, 04/03/2020, [url](#) ; Radio Ndeke Luka, 03/03/2020, [url](#) ; ACLED, 21/05/2020, [url](#)

<sup>67</sup> Radio Ndeke Luka, 15/05/2020, [url](#) ; RJDH, 18/05/2020, [url](#)

<sup>68</sup> RFI, 27/10/2019, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, p. 162, [url](#)

<sup>69</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 6-7, [url](#) ; AFP, 20/05/2020, [url](#)

<sup>70</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 6-7, [url](#)

<sup>71</sup> RFI, 13/08/2019, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 15/10/2019, p. 1, [url](#)

<sup>72</sup> The Conversation (Vircoulon T.), 22/10/2019, [url](#)

Khatim. Le Groupe d'experts estime que le nombre de personnes déplacées et de réfugiés « indique que les conditions de sécurité n'ont guère évolué »<sup>73</sup>.

En février 2020, la Commission onusienne de la consolidation de la paix fait état d'une amélioration « palpable » de la situation économique à Bangui où, au cours de l'année 2019, la violence a considérablement diminué. En même temps, la commission souligne les risques du contrôle étatique limité sur le territoire centrafricain et la présence des groupes armés en particulier dans le centre et l'est<sup>74</sup>. L'ICG remarque en mars 2020 qu'il y a « de vastes zones du pays que personne ne contrôle »<sup>75</sup>.

Dans son rapport de février 2020, un an après l'accord de paix, le secrétaire général de l'ONU, tout en se félicitant d'une diminution globale de la violence, relève que « des cas graves de violences et de violations des droits de l'homme » ont eu lieu à intervalles irréguliers. Il a également signalé un ralentissement du processus de paix dû en partie à la « mauvaise volonté » des trois principaux groupes armés, notamment les ex-Seleka, le groupe 3R et les groupes anti-balaka. Le nombre de violations de l'accord de paix enregistrées entre le 16 octobre 2019 et le 1<sup>er</sup> février 2020 était de 575, dont près de 300 visaient des civils<sup>76</sup>.

Toujours en février 2020, le chef de la MINUSCA a signalé des « poches d'instabilité ». Il s'est référé au nord-est du pays où le FPRC s'est violemment affronté à d'autres groupes armés ainsi qu'à l'expansion orientale et occidentale de l'UPC<sup>77</sup>. Plusieurs autres sources font état d'une multiplication des incidents violents depuis septembre 2019, en particulier dans le nord-est<sup>78</sup>.

## 2.4. Justice et impunité

La Commission de la consolidation de la paix de l'ONU insiste sur l'importance du renforcement de l'état de droit, mais tout comme le Groupe d'experts onusiens, elle relève la persistance de l'impunité et d'importantes violations des droits de l'homme, notamment dans les régions périphériques<sup>79</sup>.

L'accord de Khartoum reste vague sur les mesures à prendre pour la promotion de la justice, mais HRW signale quelques démarches importantes au niveau national et international<sup>80</sup>. Fin 2018, la Cour pénale spéciale (CPS), un tribunal national doté de procureurs et de juges centrafricains et internationaux chargée d'enquêter et de poursuivre des crimes graves commis en RCA depuis 2003, a pu commencer son travail<sup>81</sup>. Avec l'aide de la MINUSCA et des FACA, la Cour a fait ses premières arrestations en février 2020. Il s'agit de neuf membres de l'UPC soupçonnés de crimes dans le sud-est du pays ainsi que neuf combattants du FPRC interpellés dans la région de Ndele au centre-nord<sup>82</sup>.

En septembre 2019, la cour criminelle de Bangui a condamné à six ans de prison un haut-gradé de l'ex-Seleka<sup>83</sup>. En février 2020, cette même cour a infligé une peine de perpétuité à cinq anciens chefs d'une milice anti-balaka pour crimes contre l'humanité commis à Bangassou dans le sud du pays en mai 2017, alors que 23 autres accusés ont écopé de peines de dix ans au moins<sup>84</sup>.

<sup>73</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 8-9, [url](#)

<sup>74</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 27/02/2020, pp. 4-7, [url](#)

<sup>75</sup> ICG (Heungoup H.), 13/03/2020, [url](#)

<sup>76</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 1, 5, [url](#)

<sup>77</sup> ONU info, 20/02/2020, [url](#)

<sup>78</sup> AFP, 05/02/2020, [url](#) ; The New Humanitarian (Surprenant A.), 04/09/2019, [url](#)

<sup>79</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 27/02/2020, pp. 4-7, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, [url](#)

<sup>80</sup> HRW (Mudge L.), 07/02/2020, [url](#)

<sup>81</sup> HRW, 24/07/2019, [url](#)

<sup>82</sup> Le Monde (Grilhot G.), 27/05/2020, [url](#) ; Radio Ndeke Luka, 21/05/2020, [url](#)

<sup>83</sup> RFI, 23/09/2019, [url](#)

<sup>84</sup> Le Monde, 07/02/2020, [url](#)

Fin mars 2020, plusieurs chefs et militants anti-balaka sont arrêtés. Ils sont soupçonnés de la préparation d'un coup d'Etat. Début avril 2020, quelques militaires et anciens anti-balaka qui auraient voulu les libérer de prison sont appréhendés<sup>85</sup>.

La Cour pénale internationale (CPI) à La Haye jugera deux anciens chefs anti-balaka, Alfred Yekatom alias Rambo et Patrice-Edouard Ngaïssona, accusés de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ils ont été arrêtés et transférés à La Haye respectivement en novembre et décembre 2018<sup>86</sup>.

Fin février 2020, l'Assemblée nationale a approuvé la création de la Commission justice, vérité, réparation et réconciliation (CJVRR) qui doit faciliter une réflexion sur les conflits qui ont marqué la RCA depuis soixante ans<sup>87</sup>.

### 3. Parties en présence

#### 3.1. Forces internationales

La MINUSCA est présente en RCA depuis septembre 2014<sup>88</sup>. Elle est, entre autres, mandatée de protéger la population civile, les droits de l'homme et le renforcement de l'Etat de droit, d'appuyer le processus de paix et le processus DDRR et d'aider les autorités à préparer les élections présidentielle, législatives et locales pacifiques en 2020 et 2021<sup>89</sup>.

En février 2020, la MINUSCA comptait 11.297 militaires, 2.033 policiers et 1.425 civils, soit un total de 14.755 personnes<sup>90</sup>. L'ICG remarque que seule une petite portion des militaires onusiens sont équipés pour mener des opérations contre des groupes armés<sup>91</sup>.

En novembre 2019, le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé pour un an, jusqu'au 15 novembre 2020, le mandat de la MINUSCA<sup>92</sup>.

En février et mars 2020, des tensions entre ce que Jeune Afrique appelle un « pôle russophile » au sein du gouvernement et la MINUSCA sont apparues. Le Mouvement des patriotes centrafricains pour la paix (MPCP), proche du président Touadéra et appuyé par la ministre des Affaires étrangères et certains médias, a demandé l'expulsion de quelques cadres de la mission internationale<sup>93</sup>. La MINUSCA a dénoncé une campagne médiatique de diffamation et des incitations à la haine<sup>94</sup>.

#### 3.2. Forces nationales

Fin 2019, les Forces armées centrafricaines (FACA) comptaient 8.244 effectifs dont seuls 3.500 à 4.000 étaient opérationnels. Quelque 1.400 soldats étaient déployés sur vingt sites en dehors de Bangui. Le secrétaire général de l'ONU a relevé des problèmes logistiques et financiers ainsi que des défaillances de commandement et de contrôle au sein de l'armée qui entravent l'efficacité des opérations<sup>95</sup>.

<sup>85</sup> CNC, 30/03/2020, [url](#) ; Jeune Afrique (Pabandji P.), 06/04/2020, [url](#)

<sup>86</sup> AFP, 11/12/2019, [url](#)

<sup>87</sup> AFP, 28/02/2020, [url](#)

<sup>88</sup> Jeune Afrique, 15/09/2014, [url](#)

<sup>89</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 15/11/2019, [url](#)

<sup>90</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 13, [url](#)

<sup>91</sup> ICG (Heungoup H.), 13/03/2020, [url](#)

<sup>92</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 15/11/2019, [url](#)

<sup>93</sup> Mondafrique (Boukhris A.), 02/03/2020, [url](#) ; Jeune Afrique (Olivier M.), 30/03/2020, [url](#)

<sup>94</sup> ONU Info, 27/02/2020, [url](#)

<sup>95</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 9-10, [url](#) ; ICG (Heungoup H.), 13/03/2020, [url](#)

En juin 2019, les forces de sécurité intérieure (FSI) totalisaient 3.686 gendarmes et policiers<sup>96</sup>. Moins d'un tiers des effectifs étaient déployés à l'intérieur du pays<sup>97</sup>.

Le déploiement des FSI et des FACA hors de la capitale a continué au cours de la deuxième moitié de 2019, notamment à Bria dans la préfecture de la Haute-Kotto et, avec l'appui de la MINUSCA, à Birao dans la préfecture de la Vakaga. Fin 2019, les forces armées sont présentes dans quinze des seize préfectures. Toutefois, dans des zones contrôlées par les groupes armés, leur capacité opérationnelle restreinte reste un problème, d'après le Groupe d'experts onusiens. Menacées d'attaque, les FACA y comptent sur l'appui et la protection de la MINUSCA<sup>98</sup>.

Les FACA bénéficient d'une formation dispensée par une mission militaire de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA). De 2016 à octobre 2019, l'EUTM RCA a assuré la formation et l'entraînement de 6.000 militaires<sup>99</sup>. Certains contingents sont par ailleurs formés par des instructeurs russes<sup>100</sup>. En 2017, le président Touadéra avait en effet sollicité l'aide de la Russie pour former, conseiller et équiper son armée<sup>101</sup>. Les FACA et les FSI continuent de recruter en 2020<sup>102</sup>.

Afin de pouvoir réarmer ses forces de défense et de sécurité, le gouvernement a, à plusieurs reprises, demandé la levée de l'embargo sur les armes imposé par l'ONU en 2013<sup>103</sup>. Après un premier allègement de l'embargo en septembre 2019<sup>104</sup>, le Conseil de sécurité a, en janvier 2020, renouvelé de six mois l'embargo tout en autorisant, sous la pression de la Russie, l'achat de blindés armés<sup>105</sup>.

### 3.3. Groupes armés

En mars 2020, l'ICG estime entre 8.000 et 14.000 le nombre de combattants des différents groupes armés<sup>106</sup>. Certains groupes faisaient partie, à l'époque, de la coalition Seleka, d'autres sont issus de la mouvance anti-balaka. D'autres groupes armés encore sont nés avant ou après le conflit entre ces deux forces antagonistes.

#### 3.3.1. Ex-Seleka

Les plus grandes factions ex-Seleka sont :

- le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) de Nourredine Adam et Abdoulaye Hissene ;
- l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) d'Ali Darassa ;
- le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) de Mahamat al-Khatim ;
- le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) de Toumou Deya Gilbert ;
- le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique (RPRC) de Zakaria Damane et Gontran Djonon Ahaba.

<sup>96</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 17/06/2019, p. 10, [url](#)

<sup>97</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 9-10, [url](#)

<sup>98</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 3, 18, 38, [url](#) ; RFI, 25/09/2019, [url](#)

<sup>99</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 37, 187, [url](#)

<sup>100</sup> IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 15-16, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, p. 37, [url](#)

<sup>101</sup> ICG, 28/01/2019, [url](#)

<sup>102</sup> Radio Ndeke Luka, 05/02/2020, [url](#) ; MINUSCA, 28/02/2020, [url](#)

<sup>103</sup> RFI, 14/07/2016, [url](#)

<sup>104</sup> VOA, 13/09/2019, [url](#) ; Jeune Afrique, 15/09/2019, [url](#)

<sup>105</sup> Le Monde (Grilhot G., Nooten C.), 03/02/2020, [url](#)

<sup>106</sup> ICG (Heungoup H.), 13/03/2020, [url](#)

Le FPRC est le groupe armé le plus puissant avec, en 2018, l'une des plus grandes zones d'opération et une autorité quasi absolue dans les préfectures de la Vakaga, de la Bamingui-Bangoran et une grande partie de la Haute-Kotto. Le FPRC a des sources de revenu diverses, allant de l'extraction de diamants et d'or au commerce de bétail et la protection de commerçants soudanais ou d'entreprises chinoises. Le groupe armé doit sa force en grande partie à ses « soldats de fortune » soudanais et tchadiens, selon Thierry Vircoulon. Ce groupe était initialement multiethnique mais est actuellement dominé par des Rungas, des Tchadiens et Soudanais, alors que sa composante gula s'en est progressivement séparée depuis 2018<sup>107</sup>. Les Runga et les Gula sont deux groupes ethniques majoritairement musulmans vivant au nord de la RCA<sup>108</sup>, qui ont une longue histoire de rivalité. Déjà avant leur intégration dans la Seleka, des groupes armés associés à ces deux communautés se sont combattus, selon l'ICG<sup>109</sup>. Les données recueillies par l'ACLED indiquent qu'en 2019 et 2020, le FPRC a surtout été actif dans les préfectures du nord-est, notamment la Vakaga, la Bamingui-Bangoran, la Haute-Kotto<sup>110</sup>. Fin 2019, il est confronté à un « défi existentiel », d'après Hans de Marie Heungoup de l'ICG, étant affaibli par des conflits violents internes suite à des tensions économiques et ethniques et des attaques d'autres groupes armés dans le centre et le nord du pays<sup>111</sup>.

L'UPC, né en 2013-2014, est dominé par les Peuls. Tout comme d'autres mouvements armés peuls, tels que le groupe 3R ou le groupe Siriri (actuellement dissolu), l'UPC prétend protéger les éleveurs peuls. Le Groupe d'experts onusiens souligne qu'en fait, ils tirent profit de l'absence des autorités étatiques et de l'insécurité pour taxer et exploiter les bergers et reprendre le contrôle du commerce de bétail<sup>112</sup>. Le groupe s'enrichit également par la taxation d'autres commerces et l'extraction de diamants et d'or, entre autres à Bambari dans la préfecture de la Ouaka, mais également dans la Basse-Kotto, le Mboumou et la Haute-Kotto. Plusieurs sources lui attribuent un « agenda expansionniste » en raison des tentatives d'étendre son influence vers l'est, dans le Haut-Mboumou, et l'ouest, dans la Nana-Grébizi. Ces manœuvres ont provoqué des conflits avec d'autres groupes armés, dont le MPC, le FPRC et des groupes anti-balaka ainsi que des tensions entre communautés et des sentiments anti-Peul et anti-musulmans<sup>113</sup>, mais aussi des affrontements avec les forces nationales et internationales<sup>114</sup>. Les données recueillies par l'ACLED indiquent qu'en 2019 et 2020, ce groupe armé a surtout été actif dans les préfectures centrales et orientales, notamment l'Ouaka, la Basse-Kotto, le Mbomou et le Haut-Mbomou, mais a également fait une incursion dans la préfecture occidentale de l'Ouham<sup>115</sup>.

Le MPC, créé en 2015, est dominé par des Tchadiens arabes originaires de la région de Salamat<sup>116</sup>, bien qu'il contienne un contingent peul important, d'après une étude d'IPIS et DIIS. En 2018, le mouvement était actif dans les préfectures de la Nana-Grébizi, de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé<sup>117</sup>. Les données recueillies par l'ACLED indiquent qu'en 2019 et 2020, le groupe a également fait quelques incursions dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran<sup>118</sup>.

<sup>107</sup> IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 19-20, [url](#) ; IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, pp. 10-11, [url](#)

<sup>108</sup> FIDH, 06/2014, pp. 3, 9-10, [url](#)

<sup>109</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 06/12/2017, pp. 30-31, [url](#)

<sup>110</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>111</sup> AFP, 30/01/2020, [url](#)

<sup>112</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2018, pp. 29-31, [url](#)

<sup>113</sup> IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 26-27, [url](#) ; IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, p. 16, [url](#)

<sup>114</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 6-7, [url](#) ; AFP, 20/05/2020, [url](#) ; ICG, 06/2020, [url](#)

<sup>115</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>116</sup> En 2017, deux autres factions se séparent du MPC, notamment le Mouvement national pour la libération de la Centrafrique (MNL) d'Ahmat Bahar et le MPC Siriri de Mahamet Abdel Karim. Voir : IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, pp. 8-9, [url](#)

<sup>117</sup> IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 23-24, [url](#)

<sup>118</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

Le MLCJ est dominé par les Karas<sup>119</sup>. Les données recueillies par l'ACLED indiquent qu'en 2019 et 2020, ce groupe armé a surtout été actif dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute-Kotto<sup>120</sup>.

Le RPRC est dominé par les Gulas<sup>121</sup>. Les données recueillies par l'ACLED indiquent qu'en 2019 et 2020, ce groupe armé a surtout été actif à Ndele, dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran<sup>122</sup>.

En juin 2019, la presse rapporte la création d'un nouveau groupe armé, le Parti du rassemblement de la nation centrafricaine (PRNC), dirigé par Noure Ngrégaza. Le PRNC résulte d'une scission au sein du RPRC. Le PRNC désapprouve l'accord de paix signé à Khartoum en février 2019<sup>123</sup>. Les données recueillies par l'ACLED indiquent qu'en 2019 et 2020, ce groupe armé a surtout été actif dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute-Kotto<sup>124</sup>.

Depuis juillet 2019, une coalition de ces trois derniers groupes armés, le MLCJ, le RPRC et le PRNC, s'est à plusieurs reprises affrontée violemment au FPRC dans différentes localités au nord et au centre du pays (voir 4.1. Affrontements entre groupes armés).

### 3.3.2. Anti-balaka

Le mouvement anti-balaka trouve son origine dans des groupes d'auto-défense populaires locaux, dont certains ont été créés sous le régime de Bozizé en réponse aux bandits armés appelés *zaraguinas* ou coupeurs de routes. Suite aux attaques de la Séleka, certains de ces groupes se sont transformés en anti-balaka et ont plus tard été encadrés et renforcés par des anciens membres des forces de sécurité de Bozizé. Après la fuite de la Seleka et de la majorité des civils musulmans du sud-ouest, les militants anti-balaka se sont de plus en plus livrés à des actes criminels tels que le pillage de bétail ou les barrages routiers<sup>125</sup>.

Le mouvement est actuellement fort divisé suite à des rivalités politiques et ethniques internes. Une étude d'IPIS et DIIS publiée en 2018 le décrit comme un vaste réseau de milices avec des intérêts essentiellement locaux, sans coordination centrale, qui déploient des activités violentes à l'égard d'autres groupes armés, de civils, d'organisations humanitaires ou de la MINUSCA. Ce réseau est composé de groupes qui font officiellement partie du mouvement anti-balaka ainsi que de milices locales qui y sont plus ou moins affiliées, mais aussi de groupes d'auto-défense et de bandes criminelles associés aux anti-balaka en raison de leur rhétorique et violences anti-musulmans<sup>126</sup>.

Depuis 2015, les anti-balaka sont scindés en deux groupes respectivement fidèles à Maxime Mokom, nommé ministre en charge du Désarmement, de la Démobilisation, de la Réintégration et du Rapatriement en mars 2019<sup>127</sup> et à Patrice-Edouard Ngaïssona, en détention à la CPI depuis décembre 2018<sup>128</sup>. D'après l'Enough Project, la branche Mokom milite en faveur du retour au pouvoir de François Bozizé et veut ainsi restaurer l'influence dans les cercles du pouvoir des Gbayas, le groupe ethnique le plus grand, majoritairement chrétien, vivant dans l'ouest du pays<sup>129</sup>. Elle est en outre favorable au

<sup>119</sup> IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, p. 9, [url](#)

<sup>120</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>121</sup> IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, pp. 8-9, [url](#)

<sup>122</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>123</sup> Koaci, 05/06/2019, [url](#) ; Jeune Afrique (Pabandji P.), 19/08/2019, [url](#) ; RFI, 05/06/2019, [url](#)

<sup>124</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>125</sup> HRW, 07/2017, p. 20, [url](#) ; IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 28-34, [url](#) ; IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, pp. 9, 13, [url](#)

<sup>126</sup> IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, pp. 9, 13, [url](#) ; IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 28-34, [url](#)

<sup>127</sup> CNC, 22/03/2019, [url](#)

<sup>128</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 26/07/2017, p. 20, [url](#)

<sup>129</sup> ACCORD, 12/2018, pp. 48-49, [url](#)

redéploiement des FACA à l'intérieur du pays<sup>130</sup>. IPIS et DIIS estiment toutefois que les factions politiques coordinatrices n'exercent qu'un contrôle limité sur les groupes armés actifs sur le terrain<sup>131</sup>.

D'après Thierry Vircoulon, les différents groupes anti-balaka organisés sur une base locale avec une forte identité ethnique, s'appuient historiquement sur la communauté ethnique gbaye de l'ouest<sup>132</sup>. Par contre, IPIS et DIIS indiquent que les factions politiques, en privilégiant les Gbayas, ne gagnent pas forcément la sympathie d'autres groupes anti-balaka locaux. Des rivalités politiques ou ethniques au sein de ces groupes peuvent provoquer de nouvelles scissions locales<sup>133</sup>.

Le Groupe d'experts onusiens estimait, dans son rapport de décembre 2018, qu'« [à] Bangui, les combattants anti-balaka disposent toujours de capacités opérationnelles considérables et exercent encore une influence sur la vie politique du pays »<sup>134</sup>. Les incidents violents enregistrés par l'ACLED en 2019 et 2020 dans lesquels étaient impliqués des groupes anti-balaka se sont produits dans les préfectures du sud-ouest et de l'ouest (Ombella-M'poko, Lobaye, Ouham) et du centre et de l'est (Ouaka, Haute-Kotto, Basse-Kotto, Mbomou)<sup>135</sup>.

### 3.3.3. Autres groupes armés

Selon un rapport de l'Enough Project, une analyse de Thierry Vircoulon de l'IFRI et une étude d'IPIS et DIIS, tous réalisés en 2018, les principaux autres groupes armés actifs en RCA en 2018 sont :

- Révolution et justice d'Armel Sayo ;
- le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) d'Abdoulaye Miskine ;
- le groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R) d'Abass Sidiki ;
- le groupe Siriri ;
- l'Armée de résistance du seigneur (Lord Resistance Army, LRA) de Joseph Kony<sup>136</sup>.

Le mouvement Révolution et justice a été créé en 2013, de manière opportuniste, selon Thierry Vircoulon, afin de tirer profit des négociations de paix. Ce groupe armé prétendait défendre les communautés frontalières contre les activités de la Seleka et des Peuls dans le nord-ouest de la RCA. Sa zone d'influence se trouvait au nord de Bocaranga et autour de Paoua, à proximité des frontières tchadienne et camerounaise<sup>137</sup>. Ce groupe armé est le premier à avoir accepté de désarmer et de démobiliser à partir de juin 2019<sup>138</sup>.

Le FDPC, créé début des années 2000, est dominé par les Saras et les Kabas. Ce mouvement a rejoint la coalition de la Seleka pendant quelques mois en 2012, avant de devenir la puissance la plus importante au nord-ouest du pays, dans les environs de Baboua (préfecture de la Nana-Mambéré). En 2018, ce groupe y prélevait des taxes et soutenait des groupes armés peuls, selon le rapport de l'IPIS et du DIIS. Toutefois, la présence croissante de forces de sécurité nationale et internationale dans la

<sup>130</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2018, p. 13, [url](#) ; The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, p. 3, [url](#)

<sup>131</sup> IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, p. 30, [url](#)

<sup>132</sup> IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, pp. 9, 13, [url](#)

<sup>133</sup> IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 31-32, [url](#)

<sup>134</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2018, p. 13, [url](#)

<sup>135</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>136</sup> The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, pp. 1-2, [url](#) ; IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, p. 38, [url](#) ; IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, pp. 8-9, [url](#)

<sup>137</sup> IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 37-38, [url](#) ; IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, pp. 13, 31, [url](#)

<sup>138</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 15/02/2018, p. 2, [url](#) ; ONU Info, 20/06/2019, [url](#)

région, l'opposition de groupes anti-balaka<sup>139</sup> et, finalement, l'arrestation de Miskine en novembre 2019, ont fortement endigué l'influence du FDPC sur le terrain<sup>140</sup>.

Le groupe 3R, dominé par les Peuls, est commandé par le général autoproclamé Abass Sidiki. Il a fait son apparition fin 2015 et s'est donné pour mission la protection des éleveurs Peuls, retournant depuis leur refuge au Cameroun vers les pâturages en RCA dans les préfectures de la Nana-Mambéré, de l'Ouham-Pendé et de la Mambéré-Kadéï. Ces éleveurs y sont confrontés aux attaques et vol de bétail de la part des milices anti-balaka<sup>141</sup>. En 2018, le groupe 3R était particulièrement actif autour de Kouï et Bocaranga au nord de Bouar (Nana-Mambéré), où il s'est fait une réputation de violations des droits de l'homme à large échelle lors de représailles contre la population civile<sup>142</sup>. En mars 2020, le mouvement a aussi fait des incursions violentes dans la préfecture de l'Ombella M'poko, selon des données recueillies par l'ACLED<sup>143</sup>.

Un autre mouvement armé dominé par les Peuls et prétendant défendre les communautés peules est le groupe Siriri qui a vu le jour fin 2017. Implanté à l'ouest, dans les préfectures de la Mambéré-Kadéï et de la Nana-Mambéré, il s'y est livré au vol de bétail et à la taxation illégale<sup>144</sup>. Selon des rapports onusiens, le groupe 3R a désarmé et intégré les combattants de Siriri en novembre 2018<sup>145</sup>.

Enfin, la LRA est un mouvement rebelle ougandais créé en 1987 qui s'est étendu en RDC et au Soudan du Sud ainsi que, à partir de 2008, dans les préfectures orientales et méridionales de la RCA qui, selon Thierry Vircoulon, constituent un « vide sécuritaire », un territoire sans autorité centrale<sup>146</sup>. Evitant de confronter d'autres groupes armés ou des forces internationales, la LRA cible des civils par des pillages et des enlèvements, selon l'étude d'IPIS et DIIS<sup>147</sup>. Alors qu'en 2016, le groupe armé était encore responsable de plus de 500 enlèvements en RCA<sup>148</sup>, il est devenu très fragile et continue en mode de survie<sup>149</sup>. Crisis Tracker, un programme traçant les activités des groupes armés dans la région frontalière entre la RCA et la RDC, a enregistré 2 assassinats et 45 enlèvements de civils depuis le début de 2019 jusqu'en mai 2020, presque exclusivement dans la préfecture du Haut-Mbomou<sup>150</sup>. Les données recueillies par l'ACLED indiquent que les activités de ce groupe en 2020 sont limitées<sup>151</sup>.

### 3.3.4. Groupes d'autodéfense à Bangui

Des groupes d'autodéfense apparaissent en 2014 dans le quartier musulman PK5 situé dans le troisième arrondissement de Bangui lorsque les commerçants musulmans demandent leur protection contre les exactions des anti-balaka. Initialement composés d'une majorité d'ex-Seleka, ces groupes se transforment progressivement en bandes mafieuses qui rançonnent les commerçants<sup>152</sup>. Ces groupes s'affrontent régulièrement entre eux<sup>153</sup>. Thierry Vircoulon souligne que leur intérêt dans le quartier PK5 n'est plus de défendre la population musulmane mais de sauvegarder leurs intérêts économiques. Il n'empêche que, selon plusieurs sources, de nombreux commerçants préfèrent

<sup>139</sup> IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, p. 38, [url](#)

<sup>140</sup> Jeune Afrique, 20/11/2019, [url](#)

<sup>141</sup> HRW, 20/12/2016, [url](#)

<sup>142</sup> IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 38-39, [url](#)

<sup>143</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>144</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 18/06/2018, p. 5, [url](#) ; IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, p. 39, [url](#) ; IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, p. 20, [url](#)

<sup>145</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 15/02/2019, p. 6, [url](#)

<sup>146</sup> ICG, 21/09/2015, p. 44, [url](#) ; IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, p. 12, [url](#)

<sup>147</sup> IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, p. 40, [url](#)

<sup>148</sup> Crisis Tracker, 01/2017, [url](#)

<sup>149</sup> African Arguments (Ronan P., Titeca K.), 10/03/2020, [url](#)

<sup>150</sup> Crisis Tracker, Map, s.d., [url](#)

<sup>151</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>152</sup> VOA, 31/01/2018, [url](#)

<sup>153</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 23/07/2018, pp. 17-18, [url](#)

toujours les rackets de ces groupes à la présence et à un contrôle plus grand par les forces de sécurité qui se sont rendues coupables dans le passé de violences antimusulmanes<sup>154</sup>.

Ces groupes ont exercé une forte influence sur le quartier PK5. Ils ne veulent pas être associés aux factions ex-Seleka, même s'ils ont formé avec elles des alliances occasionnelles. Selon le Groupe d'experts onusiens, à la mi-2018, les cinq groupes principaux étaient Force, You, Moussa Danda, 50/50 et Appo. Ils portent généralement le nom de leur chef passé ou actuel. Ces groupes comptaient entre 25 et 80 militants<sup>155</sup>.

L'AFP rapporte qu'en décembre 2019, suite à de violents affrontements avec les commerçants du quartier réclamant la mort d'une cinquantaine de personnes, les groupes d'autodéfense se sont enfuis du quartier<sup>156</sup>.

## 4. Typologie de la violence

Dans son rapport de juin 2019, l'ICG souligne que « les groupes armés constituent aujourd'hui le principal moteur de la violence dans le pays ». La source observe une accalmie des combats de forte intensité pendant les mois suivant l'accord de février 2019, mais avertit que certains observateurs attribuent cette baisse à la saison des pluies. Selon l'ICG, la violence quotidienne dans la province ne diminue guère, « les groupes armés qui ont signé l'accord continuent leurs prédations »<sup>157</sup>.

Comme les variations saisonnières ont un effet sur les activités des groupes armés, le Groupe d'experts onusiens signale également que les données statistiques relatives aux nombre de victimes et de violations se prêtent à diverses interprétations<sup>158</sup>.

Depuis la signature de l'accord de Khartoum en février 2019, une baisse légère des incidents violents a eu lieu en RCA, selon une analyse publiée en mai 2020 par trois experts de la RCA liés au centre de réflexion Egmont - Institut royal des relations internationales. Cependant, ils font état d'une augmentation des incidents violents et des victimes depuis fin 2019 qui pourrait résulter d'une montée des tensions politiques à l'approche de l'élection présidentielle de fin 2020. Ce scrutin pourrait faire dérailler le processus de paix et affecter la sécurité de la population, selon ces chercheurs<sup>159</sup>.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2019 au 1<sup>er</sup> juin 2020, l'ACLED a recensé 156 incidents. L'ACLED classe 70 de ces incidents comme *battles* (dont 35 en 2019 et 35 en 2020) et 86 comme *violence against civilians* (dont 44 en 2019 et 42 en 2020)<sup>160</sup>. La plupart des *battles* étaient des affrontements armés (*armed clash*) entre groupes armés ou entre un groupe armé et les forces nationales ou internationales de sécurité. La plupart des violences dirigées contre les civils étaient des attaques (*attack*) ou des enlèvements (*abduction/forced disappearance*), comme l'illustre le graphique suivant :

---

<sup>154</sup> VOA, 31/01/2018, [url](#) ; IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, p. 21, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 23/07/2018, pp. 17-18, 72, [url](#)

<sup>155</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 23/07/2018, p. 17-18, 72, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2018, pp. 11-12, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 17/06/2019, p. 7, [url](#)

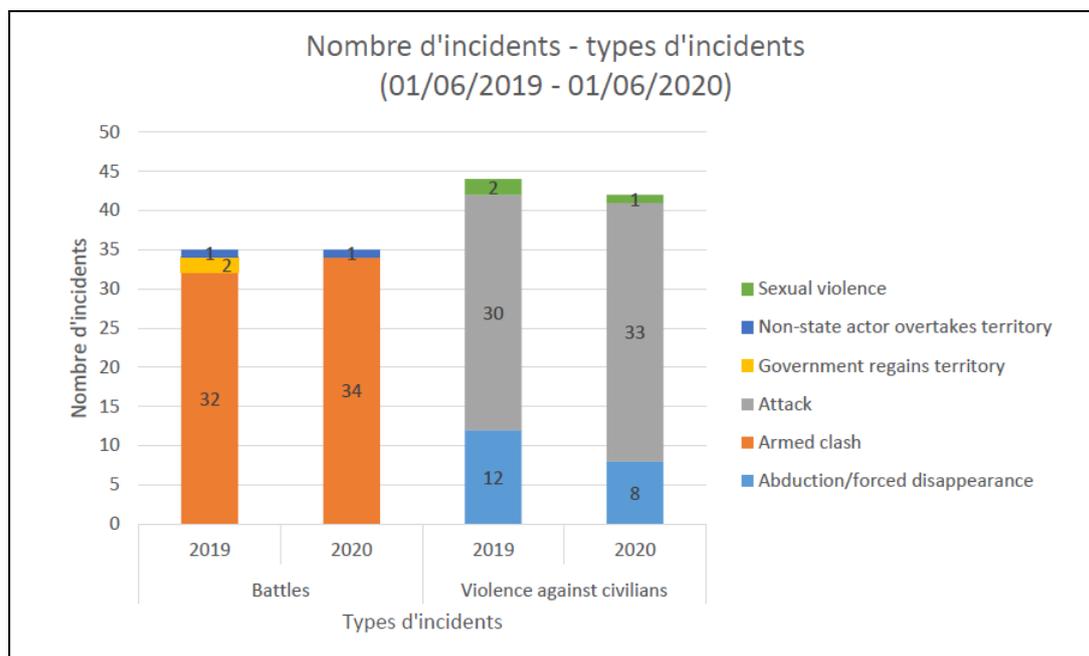
<sup>156</sup> AFP, 07/01/2020, [url](#)

<sup>157</sup> ICG, 18/06/2019, [url](#)

<sup>158</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, p. 8, [url](#)

<sup>159</sup> Egmont Royal Institute for International Relations (Knoope P., Buchanan-Clarke S., Arnould V.), 05/2020, p. 2, [url](#)

<sup>160</sup> Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, à savoir les catégories *riots*, *protests* en *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. La liste complète des catégories et sous-catégories des incidents, ainsi que leur définition, peut être trouvée dans une note du Cedoca sur la méthodologie d'ACLED : CGVS/CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/06/2019 – 01/06/2020<sup>161</sup>

Le relevé des incidents figurant dans ce chapitre ne prétend pas à l'exhaustivité, il vise uniquement à illustrer les différents types de violence et s'appuie sur un nombre limité de sources.

## 4.1. Affrontements entre groupes armés

Dans son rapport d'octobre 2019, le secrétaire général de l'ONU relève que les affrontements violents entre groupes armés demeurent un problème important en RCA malgré la signature de l'accord de paix<sup>162</sup>. L'ICG indique que ces groupes armés continuent de s'affronter parce qu'ils sont en concurrence pour le contrôle des territoires et des ressources. Certains sont puissants, contrôlent de vastes portions de territoire et bénéficient du soutien de pays voisins (Tchad, Soudan)<sup>163</sup>.

### 4.1.1. Combats dans le nord-est

Mi-juillet 2019, des affrontements à Amdafok (ou Am Dafok), une localité située à une soixantaine de kilomètres de Birao (préfecture de la Vakaga, à proximité de la frontière soudanaise), entre le FPRC et le MLCJ, deux groupes ex-Seleka, ont marqué le début d'un conflit prolongé. Le FPRC, le groupe armé le plus important en RCA dominé par la communauté ethnique des Rungas, s'est affronté tantôt au MLCJ ou à une coalition de celui-ci et de deux autres groupes, le RPRC et une dissidence née de ce dernier mouvement, le PRNC, tantôt à une faction interne du FPRC composée de Gulas. Les groupes armés impliqués ont insisté sur le fait que des tensions ethniques sont à la base de cette rivalité, le MLCJ s'appuyant sur la communauté kara et les militants RPRC étant essentiellement de l'ethnie gula. Cependant, le Groupe d'experts onusiens, tout en admettant que l'appartenance ethnique joue un rôle important dans la constitution des alliances politico-militaires, indique que le contrôle de la préfecture de la Vakaga et les avantages économiques et politiques qui y sont liés forment l'enjeu principal du

<sup>161</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>162</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 15/10/2019, p. 1, [url](#)

<sup>163</sup> ICG, 18/06/2019, [url](#)

conflit. Selon l'ONU, les affrontements de juillet 2019 à Amdafock ont coûté la vie à neuf combattants. Le Groupe d'experts a rapporté la mort de deux commerçants karas<sup>164</sup>.

Lors de plusieurs affrontements au mois de septembre 2019, le MLCJ a chassé le FPRC de la ville de Birao. La MINUSCA a condamné ces combats « d'une rare violence »<sup>165</sup>. Le bilan en septembre est de 79 morts parmi les miliciens et, selon le secrétaire général de l'ONU, d'une victime civile. Le MLCJ et son allié le PRNC ont pillé et incendié des zones peuplées par des Rungas alors qu'ils ont épargné des zones gula et kara<sup>166</sup>.

Suite à de nouvelles offensives du MLCJ en octobre 2019, le FPRC a dû céder les localités de Tisi (ou Tissy) et d'Amdafock à ses adversaires<sup>167</sup>. Selon CNC, une vingtaine de combattants sont morts<sup>168</sup>.

Le 16 décembre 2019, le FPRC a réussi à reprendre la localité d'Amdafock. Le lendemain, des affrontements entre les deux groupes armés ont fait de nombreux morts des deux côtés, selon le secrétaire général onusien. Malgré un cessez-le-feu bien observé jusqu'à la mi-janvier 2020, les 17 et 20 janvier 2020, les combats ont repris au nord-ouest de Birao<sup>169</sup> faisant, selon l'ICG, une vingtaine de morts<sup>170</sup>. A la mi-février 2020, se rapprochant de la ville de Birao qu'il avait dû céder en septembre 2019, le FPRC se heurte au MLCJ ainsi qu'à la MINUSCA et aux forces armées centrafricaines, appuyée par des avions de combat français basés à N'Djamena. Les groupes armés impliqués perdent plusieurs combattants, selon la presse internationale<sup>171</sup>.

Selon Radio Ndeke Luka, le 18 mars 2020, le FPRC et le MLCJ se sont réconciliés sous les auspices du préfet de la Haute-Kotto, de la MINUSCA et du chef de l'UPC, Ali Darassa<sup>172</sup>.

Fin janvier 2020, deux factions rivales au sein du FPRC, l'une s'appuyant sur la communauté runga, l'autre composée de membres des communautés kara et gula, se sont affrontées à Bria, une localité dans la préfecture de la Haute-Kotto riche en diamants et qui abrite divers groupes armés. Plusieurs sources comptent une cinquantaine de morts. Les sources ne précisent pas le nombre de civils tués. La MINUSCA a pu négocier une cessation des hostilités le 26 janvier 2020<sup>173</sup>.

Le 11 mars 2020, une attaque sur la ville de Ndele au centre-nord du pays, dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran lancée par la branche goula du FPRC, selon RFI, ou par le groupe armé RPRC majoritairement goula, d'après CNC, a fait environ 40 morts. Selon CNC, presque toutes les victimes sont des civils, principalement des Rungas<sup>174</sup>. Fin avril 2020, des tirs à l'arme lourde sur le centre-ville de Ndele ont, selon la source, fait entre 28 et 37 morts dont la plupart des civils<sup>175</sup>. Certaines sources rapportent une attaque de la faction gula du FPRC contre la branche runga<sup>176</sup>, d'autres, comme CNC, font état d'un affrontement entre le FPRC et la coalition du MLCJ, RPRC et PRNC<sup>177</sup>. Pendant la première semaine de mai 2020, une coalition du MLCJ et du RPRC s'est affrontée au FPRC aux environs de Ndele, d'après l'ICG. Les combats ont coûté la vie à huit personnes dont des civils<sup>178</sup>. Le 12 mai 2020,

<sup>164</sup> AFP, 16/07/2019, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 15/10/2019, p. 5, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 14-19, [url](#)

<sup>165</sup> Le Monde, 03/09/2019, [url](#) ; RFI, 03/09/2019, [url](#) ; OCHA, 30/09/2019, [url](#) ; Le Monde, 17/09/2019, [url](#)

<sup>166</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, p. 19, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 15/10/2019, p. 5, [url](#)

<sup>167</sup> RFI, 15/10/2019, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 15-17, [url](#)

<sup>168</sup> CNC, 14/10/2019, [url](#)

<sup>169</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 6, [url](#)

<sup>170</sup> ICG, 02/2020, [url](#)

<sup>171</sup> RFI, 17/02/2020, [url](#) ; AFP, 16/02/2020, [url](#) ; VOA, 18/02/2020, [url](#) ; ICG, 03/2020, [url](#)

<sup>172</sup> Radio Ndeke Luka, 20/03/2020, [url](#)

<sup>173</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 6, 8, [url](#) ; RFI, 31/01/2020, [url](#) ; AFP, 30/01/2020, [url](#)

<sup>174</sup> RFI, 11/03/2020, [url](#) ; CNC, 11/03/2020, [url](#)

<sup>175</sup> VOA (Sipila F.), 30/04/2020, [url](#) ; AFP, 08/05/2020, [url](#) ; ICG, 05/2020, [url](#) ; CNC (Banafio M.), 30/04/2020, [url](#)

<sup>176</sup> RFI, 07/05/2020, [url](#) ; Al Jazeera, 30/04/2020, [url](#)

<sup>177</sup> Radio Ndeke Luka, 01/05/2020, [url](#) ; CNC (Banafio M.), 30/04/2020, [url](#)

<sup>178</sup> ICG, 06/2020, [url](#)

quatre militants du FPRC et deux civils sont morts lors de nouveaux combats entre des éléments rungas du FPRC et des combattants gulas du RPRC, d'après CNC<sup>179</sup>.

La presse régionale rapporte que le MLCJ a eu le soutien de mercenaires soudanais et tchadiens<sup>180</sup>. Le Groupe d'experts onusiens précise que l'armement moderne en provenance du Soudan a renforcé le potentiel militaire du groupe armé<sup>181</sup>. Le site d'actualités Mondafrique s'interroge sur la mansuétude à l'égard du MLCJ de la part de la MINUSCA qui n'est pas intervenue mais, en octobre 2019, a remis huit combattants du FPRC à la justice centrafricaine<sup>182</sup>.

Les affrontements au nord-ouest ont provoqué d'importants déplacements de la population. Selon l'ONU, 12.000 personnes ont été déplacées à Birao en septembre 2019, 11.000 personnes à Bria en janvier 2020<sup>183</sup> et au moins 16.000 personnes à Ndele en mars 2020<sup>184</sup>. Des tensions ethniques sont apparues parmi les personnes déplacées à Birao<sup>185</sup>, en particulier, comme le rapporte l'ONU, lorsque le MLCJ a empêché une distribution d'eau aux réfugiés d'origine runga<sup>186</sup>. RFI rapporte que l'acheminement de l'aide humanitaire y est difficile, les routes étant impraticables<sup>187</sup>.

#### 4.1.2. Affrontements entre groupes anti-balaka et autres groupes armés

Fin septembre 2019, des affrontements violents ont eu lieu dans les localités de Kouango et de Bangao (préfecture de la Ouaka) entre des anti-balaka et des miliciens de l'UPC. Quinze civils ont été tués<sup>188</sup>.

Depuis novembre 2019, à Bria dans la préfecture de la Haute-Kotto, les hostilités entre deux groupes anti-balaka et le FPRC ont repris, selon le préfet<sup>189</sup>. Des affrontements entre les deux parties en décembre 2019 y ont fait un nombre inconnu de morts, d'après l'ICG<sup>190</sup>. Le 9 janvier 2020, près de Bria, des militants du FPRC ont tué un membre d'un groupe anti-balaka. Des éléments anti-balaka ont tué deux membres du groupe ethnique des Sara en représailles<sup>191</sup>.

Suite au meurtre d'un citoyen peul le 23 janvier 2020 par des militants anti-balaka dans le nord-ouest du pays, des affrontements entre des éléments anti-balaka et des membres du MPC auraient fait huit morts ce même jour, selon l'ICG<sup>192</sup>.

#### 4.2. Attaques contre les forces nationales et internationales

Le secrétaire général de l'ONU affirme dans son rapport de février 2020 que de nombreux groupes armés continuent de « défier l'autorité de l'Etat » en attaquant les forces armées<sup>193</sup>. L'ICG explique que ces groupes s'opposent au redéploiement des FACA perçu comme une menace pour leurs intérêts économiques dans les zones sous leur contrôle<sup>194</sup>.

<sup>179</sup> CNC (Banafio M.), 13/05/2020, [url](#)

<sup>180</sup> CNC, 14/10/2019, [url](#) ; Mondafrique (Boukhris A.), 19/10/2019, [url](#)

<sup>181</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 20-21, [url](#)

<sup>182</sup> Mondafrique (Boukhris A.), 19/10/2019, [url](#) ; RFI, 20/10/2019, [url](#) ; Mondafrique (Boukhris A.), 28/03/2020, [url](#)

<sup>183</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 6, 8, [url](#)

<sup>184</sup> OCHA, 04/2020, p. 3, [url](#)

<sup>185</sup> RFI, 11/11/2019, [url](#)

<sup>186</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, p. 19, [url](#)

<sup>187</sup> RFI, 07/11/2019, [url](#)

<sup>188</sup> La Libre Belgique, 30/09/2019, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 15/10/2019, p. 7, [url](#)

<sup>189</sup> MINUSCA, 22/01/2020, [url](#)

<sup>190</sup> ICG, 01/2020, [url](#)

<sup>191</sup> ICG, 02/2020, [url](#)

<sup>192</sup> ICG, 02/2020, [url](#)

<sup>193</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 6, [url](#)

<sup>194</sup> ICG, 18/06/2019, [url](#)

D'octobre 2019 à février 2020, plus de cent atteintes à la sécurité du personnel onusien ont eu lieu, selon la MINUSCA. Un collaborateur de l'ONU est mort lors d'une attaque. Dix-huit employés ont été enlevés et libérés le même jour par un groupe armé<sup>195</sup>. La MINUSCA a rapporté l'assassinat d'un de ses employés à Ndele le 7 mars 2020<sup>196</sup>. Le 15 mars 2020, lors d'une attaque lancée sur la ville de Grimari dans la préfecture centrale de l'Ouaka, des éléments anti-balaka commandés par un certain Ayoloma ont tué un casque bleu<sup>197</sup>. Le 9 avril 2020, des habitants du village de Béboua dans le nord-ouest ont détruit une base avancée de la MINUSCA et blessé deux casques bleus suite à un accident de la route tuant un civil<sup>198</sup>.

Dans le nord-ouest du pays, fin septembre 2019, la MINUSCA a lancé une opération d'envergure pour freiner l'expansion territoriale du groupe 3R, chassant les combattants de leur base à Kouï et d'autres localités dans la préfecture de l'Ouham-Pendé<sup>199</sup>. Selon le Groupe d'experts onusiens, de nombreux affrontements ont eu lieu entre les deux parties<sup>200</sup>. Une nouvelle opération visant à contrecarrer les activités illégales, en période de transhumance, des groupes armés dans l'ouest, en particulier le 3R, a commencé dans l'ouest en avril 2020<sup>201</sup>.

A Bangui, en novembre 2019, lors d'une opération des FACA cherchant à évacuer un ancien camp militaire occupé par des combattants ex-Seleka, au moins six militants sont morts, d'après CNC<sup>202</sup>.

Dans le nord du pays, fin avril 2020, la MINUSCA a repoussé des groupes armés de la ville de Ndele qui a été le décor d'affrontements sanglants entre le FPRC et d'autres groupes<sup>203</sup>. Ensuite, en mai 2020, les forces internationales, en collaboration avec les FACA récemment déployées, ont lancé une opération pour restaurer la sécurité des civils dans la ville septentrionale<sup>204</sup>.

Lors d'une autre opération lancée en mai 2020, cette fois-ci dans le sud, dans les préfectures de l'Ouaka et de la Kémo, la MINUSCA a voulu mettre fin aux exactions de civils perpétrés par le groupe anti-balaka dirigé par un certain Ayoloma qui, en mars 2020, avait tué un casque bleu<sup>205</sup>.

Dans le centre et le sud-est du pays, des confrontations entre l'UPC et les forces nationales et internationales ont fait des morts et des blessés. A Obo, dans la préfecture du Haut-Mbomou, le 13 septembre 2019, des éléments de l'UPC ont attaqué des troupes FACA. Un soldat et plusieurs militants du groupe armé ont été tués. Les FACA voulaient évacuer un groupe de chasseurs dont trois membres avaient été tués par l'UPC la veille<sup>206</sup>. L'expansion territoriale de l'UPC vers l'ouest et l'est et les tensions entre le groupe armé et les FACA dans les préfectures centrales de l'Ouaka et de la Basse-Kotto ont provoqué d'autres affrontements. Le 27 décembre 2019, dans la préfecture de l'Ouham, des éléments de l'UPC ont tendu une embuscade à des soldats de la paix blessant l'un d'entre eux<sup>207</sup>. Lors d'un affrontement à Alindao (Basse-Kotto) le 9 janvier 2020, deux ou trois soldats et, selon CNC, onze militants de l'UPC sont morts. Une vingtaine de civils ont été blessés et quelque 2.500 personnes ont été déplacées<sup>208</sup>. Le 31 janvier 2020, la MINUSCA et les FACA ont lancé une opération contre les

<sup>195</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 13-14, [url](#)

<sup>196</sup> RFI, 09/03/2020, [url](#)

<sup>197</sup> MINUSCA, 15/03/2020, [url](#)

<sup>198</sup> CNC, 10/04/2020, [url](#)

<sup>199</sup> VOA, 27/09/2019, [url](#) ; MINUSCA, 16/10/2019, [url](#)

<sup>200</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 11-12, [url](#)

<sup>201</sup> MINUSCA, 17/05/2020, [url](#)

<sup>202</sup> CNC, 22/11/2019, [url](#)

<sup>203</sup> MINUSCA, 06/05/2020, [url](#)

<sup>204</sup> MINUSCA, 17/05/2020, [url](#)

<sup>205</sup> MINUSCA, 17/05/2020, [url](#)

<sup>206</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 162, 191, [url](#)

<sup>207</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 6-7, [url](#)

<sup>208</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 6-7, [url](#) ; RFI, 15/01/2020, [url](#) ; CNC, 10/01/2020, [url](#)

barrages illégaux de l'UPC à Alindao<sup>209</sup>. Entre le 19 et le 25 mai 2020, elles ont repoussé plusieurs offensives de l'UPC contre la ville d'Obo, tuant au moins vingt de leurs combattants, d'après l'ICG<sup>210</sup>.

### 4.3. Exactions contre les civils

Le rapport du secrétaire général de l'ONU d'octobre 2019 souligne que les exactions contre les civils demeurent un problème important<sup>211</sup>. En février 2020, le secrétaire général relève une amélioration générale de la situation des droits de l'homme depuis la signature de l'accord de Khartoum, mais ajoute que la reprise des affrontements entre groupes armés reste une menace pour les civils<sup>212</sup>.

La saison sèche, qui est lucrative grâce aux activités de transhumance et d'exploitations minières illégales, occasionne des manœuvres de groupes armés voulant élargir leurs zones d'influences. Selon des sources onusiennes, la période de transhumance aggrave les menaces qui pèsent sur les populations locales et surtout les femmes<sup>213</sup>.

Comme plusieurs sources affirment que la compétition entre les groupes armés est avant tout motivée par des intérêts économiques et commerciaux<sup>214</sup>, le Cedoca ne peut distinguer les violences de nature politique de celles de nature économique ou criminelle.

Le 4 avril 2019, des éléments de l'UPC d'Ali Darassa ont tué une vingtaine de personnes et en ont blessé une quarantaine lors d'une attaque contre plusieurs villages situés dans la sous-préfecture de Zangba (sud-est). Cette vague de violence faisait suite à une altercation entre combattants de l'UPC et des membres de groupes d'autodéfense<sup>215</sup>.

Le 21 mai 2019, des combattants du groupe 3R ont tué entre quarante et cinquante personnes, majoritairement des civils, dans plusieurs villages aux environs de Paoua, dans la préfecture de l'Ouham-Pendé (nord-ouest). Il s'agirait d'une action en représailles du meurtre d'un Peul et d'un vol de bétail. Le groupe a par la suite publiquement condamné le recours à la violence et Sidiki Abass a remis aux autorités trois de ses combattants pour qu'ils soient traduits en justice<sup>216</sup>. HRW, qui a largement documenté les faits, affirme que ces crimes ressortent de la compétence de la CPI<sup>217</sup>.

Dans la préfecture méridionale de Basse-Kotto, des groupes anti-balaka ne répondant à aucun commandement central ou structure hiérarchique, ciblent violemment des civils près des sites miniers et des marchés, d'après le Groupe d'experts onusiens. Des femmes auraient été kidnappées et vendues à d'autres combattants à Ngaba. Des responsables locaux qui ont voulu négocier ont également été ciblés par des groupes anti-balaka<sup>218</sup>.

Le 22 octobre 2019, sur un marché dans la préfecture de Basse-Kotto, un élément anti-balaka a tué quatre civils<sup>219</sup>.

Fin novembre 2019, des affrontements entre des groupes anti-balaka et le FPRC près de Bria provoquent « un engrenage de violentes représailles et de violations des droits de la personne ». Le secrétaire général onusien relève également des tensions à l'ouest du pays entre groupes armés,

<sup>209</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 6-7, [url](#)

<sup>210</sup> AFP, 20/05/2020, [url](#) ; ICG, 06/2020, [url](#)

<sup>211</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 15/10/2019, pp. 1, 5-6, 11, [url](#)

<sup>212</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 10, [url](#)

<sup>213</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 7, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 27/02/2020, p. 5, [url](#)

<sup>214</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 14-19, [url](#) ; IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, [url](#) ; The Conversation (Vircoulon T.), 22/10/2019, [url](#)

<sup>215</sup> Radio Ndeke Luka, 05/04/2019, [url](#) ; CNC, 06/04/2019, [url](#)

<sup>216</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 17/06/2019, p. 6, [url](#) ; AFP, VOA, 23/05/2019, [url](#) ; ICG, 18/06/2019, [url](#)

<sup>217</sup> HRW, 18/07/2019, [url](#)

<sup>218</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 28-29, [url](#)

<sup>219</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 28-29, [url](#)

éleveurs et villageois. Lors de 23 des 29 attaques recensées par l'ONU, des civils ont été mis en danger. Dans la zone entre Paoua et Bocaranga dans la préfecture de l'Ouham-Pendé, l'ONU a rapporté des morts de civils, des vols de bétail et des destructions de récoltes<sup>220</sup>.

Le Groupe d'experts écrit fin 2019 comment à Bria (Haute-Kotto), des éléments anti-balaka ont imposé une justice parallèle dans un camp de déplacés, et comment le FPRC a « taxé, arrêté, détenu et torturé en toute illégalité certaines personnes ». Le FPRC, l'UPC et le MPC ont établi ou maintenu des systèmes parallèles de taxation à Ndélé (Bamingui-Bangoran), dans la région de Mbrès et Bakala (Nana-Grébizi et Ouaka) et à Bambari (Ouaka)<sup>221</sup>.

Début mars 2020, des militants anti-balaka ont tué quatre pasteurs peuls lors d'affrontements dans la préfecture de l'Ouham, d'après l'ICG<sup>222</sup>.

Du 24 au 26 décembre 2019, à Bangui dans le quartier PK5, le poumon économique de la capitale, des affrontements entre groupes d'autodéfense, qualifiés de « bandes criminelles » par l'ONU, et commerçants qui se sont révoltés contre les rackets de ces groupes, ont fait au moins 52 morts et plus de 70 blessés, selon l'ONU. Des magasins et des habitations ont été incendiés<sup>223</sup>. Selon l'AFP, les groupes armés ont pris la fuite<sup>224</sup>. Le 31 décembre 2019, le ministère de l'Intérieur a déclaré le quartier « zone sans armes »<sup>225</sup>. Les autorités ont procédé à vingt arrestations le 17 janvier 2020<sup>226</sup>. La presse internationale rapporte que trois semaines plus tard, les FSI, accompagnées par la MINUSCA, ont commencé à patrouiller pour la première fois depuis 2018. La plupart des commerces sont de nouveau ouverts<sup>227</sup>. En janvier 2020, la MINUSCA a déclaré avoir démantelé les treize bases des groupes d'autodéfense<sup>228</sup>. Début mars 2020, le ministère des Finances a annoncé le retour de l'imposition dans ce quartier de commerçants qui n'avait plus connu d'impôts depuis des années<sup>229</sup>.

Lors de la saison de la transhumance fin 2019 et début 2020, une trentaine d'attaques ont eu lieu entre éleveurs, villageois et groupes armés, la plupart dans l'ouest du pays. L'ONU fait état de morts civils, de pillages de bétail et de destructions de récoltes dans les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé<sup>230</sup>.

Encore à l'ouest du pays, l'ICG rapporte que le 18 février 2020, dans la préfecture de la Nana-Mambéré, trois combattants du groupe 3R sont tués dans des affrontements avec un groupe d'autodéfense<sup>231</sup>.

La presse locale et internationale rapporte début mars 2020 que des hommes armés présumés du groupe 3R ont fait deux morts civils dans les préfectures de la Mambéré-Kadéï et de l'Ombella-M'poko dans le sud-ouest<sup>232</sup>.

Radio Ndeke Luka rapporte que fin mars et début avril 2020, trois chefs de village sont tués aux alentours de Paoua dans la préfecture de l'Ouham-Pendé, une zone contrôlée pour la plus grande partie par le groupe 3R. Des éleveurs armés seraient responsables<sup>233</sup>.

<sup>220</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 7, [url](#)

<sup>221</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, pp. 24-26, [url](#)

<sup>222</sup> ICG, 04/2020, [url](#)

<sup>223</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 5-6, [url](#) ; RFI, 26/12/2019, [url](#)

<sup>224</sup> AFP, 07/01/2020, [url](#)

<sup>225</sup> MINUSCA, 31/12/2019, [url](#)

<sup>226</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 5-6, [url](#)

<sup>227</sup> RFI (Cosset C.), 10/02/2020, [url](#) ; AFP, 07/01/2020, [url](#)

<sup>228</sup> UN News, 15/01/2020, [url](#)

<sup>229</sup> RFI (Cosset C.), 25/03/2020, [url](#)

<sup>230</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 7, [url](#)

<sup>231</sup> ICG, 03/2020, [url](#)

<sup>232</sup> Xinhua, 04/03/2020, [url](#) ; Radio Ndeke Luka, 03/03/2020, [url](#)

<sup>233</sup> Radio Ndeke Luka, 14/04/2020, [url](#)

Au cours du mois de mai 2020, dans les préfectures de l’Ouham, de l’Ouham-Pendé et de la Nana-Mambéré, le groupe 3R a assiégé et pillé des villages, selon des informations recueillies par l’ACLED auprès de diverses sources. Une femme a été enlevée<sup>234</sup>.

Dans le sud-est, le Groupe d’experts onusiens signale qu’un nombre important d’incidents rapportés dans la préfecture du Haut-Mbomou en 2019 ont été attribués à des groupes liés à la LRA, qui ont fréquemment enlevé des jeunes et des femmes pour les utiliser comme porteurs de leurs butins. D’autres groupes armés actifs dans la région ont d’ailleurs imité le mode opératoire de la LRA<sup>235</sup>.

Finalement, différents rapports onusiens font état d’exactions et mauvais traitements de civils par les autorités, notamment les FACA et les FSI, dans la période juillet-août 2019, en particulier dans la préfecture de l’Ouham-Pendé. Il s’agit de taxations illégales, de menaces, d’extorsions, mais aussi de quelques cas de torture et de viol ainsi que d’un meurtre en août 2019 à Bambari (préfecture de l’Ouaka)<sup>236</sup>.

#### 4.4. Attaques contre des travailleurs humanitaires

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) souligne en mars 2020 que la RCA reste l’un des pays les plus dangereux pour les travailleurs humanitaires. En 2019, l’ONU a recensé presque une atteinte par jour à la sécurité des travailleurs humanitaires. Cinq travailleurs ont été tués et 42 blessés, ce qui constitue le double du bilan de 2018<sup>237</sup>. Au cours des quatre premiers mois de 2020 également, un incident sécuritaire par jour a eu lieu en moyenne, tuant deux humanitaires et en blessant huit autres<sup>238</sup>. Les incidents sont constitués de vols, de menaces, d’agressions, de restrictions d’accès aux zones nécessitant une assistance humanitaire<sup>239</sup>. En 2019 et 2020, suite à des incidents sécuritaires affectant leur personnel, plusieurs organisations, dont le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et Médecins sans frontières (MSF), ont suspendu leurs opérations dans certaines régions<sup>240</sup>.

Fin octobre 2019, des combattants de l’UPC ont attaqué un convoi humanitaire transportant des médicaments dans la préfecture du Haut-Mbomou. Ils ont incendié le camion et son chargement. Une dizaine de personnes sont portées disparues<sup>241</sup>.

En octobre et décembre 2019, le FPRC et le MPC ont attaqué des agents humanitaires dans les préfectures de l’Ouham, d’après le Groupe d’experts onusiens, alors que dans les préfectures de la Haute-Kotto et du Mbomou, des groupes anti-balaka se sont rendus coupables de fait similaires<sup>242</sup>.

Depuis qu’en mars 2020, des factions du FPRC se sont affrontées dans la ville de Ndele, les attaques contre des travailleurs humanitaires, dont un assassinat, s’y sont multipliées<sup>243</sup>. Quatre ONG ont suspendu leurs activités<sup>244</sup>.

<sup>234</sup> ACLED, 21/05/2020, [url](#) ; CNC (Lenga G.), 05/05/2020, [url](#) ; CNC, 28/05/2020, [url](#)

<sup>235</sup> Conseil de sécurité de l’ONU, 14/12/2019, p. 164, [url](#)

<sup>236</sup> Conseil de sécurité de l’ONU, 14/12/2019, pp. 192-193, [url](#) ; Conseil des droits de l’homme des Nations unies, 09/08/2019, p. 9, [url](#)

<sup>237</sup> Conseil de sécurité de l’ONU, 14/02/2020, pp. 8-9, [url](#)

<sup>238</sup> OCHA, 04/05/2020, [url](#)

<sup>239</sup> Le Monde (Grilhot G.), 18/04/2019, [url](#)

<sup>240</sup> AFP, 20/12/2019, [url](#) ; CICR, 12/02/2020, [url](#) ; Conseil de sécurité de l’ONU, 14/02/2020, pp. 8-9, [url](#)

<sup>241</sup> Xinhua, 29/10/2019, [url](#)

<sup>242</sup> Conseil de sécurité de l’ONU, 14/02/2020, p. 7, [url](#)

<sup>243</sup> OCHA, 09/05/2020, [url](#) ; RFI, 30/05/2020, [url](#)

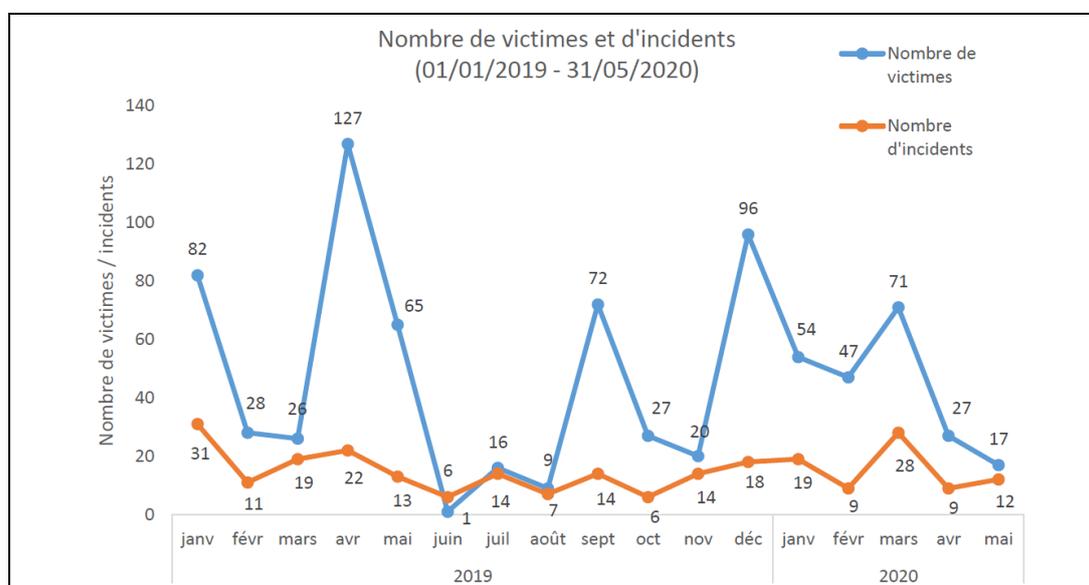
<sup>244</sup> OCHA, 09/05/2020, [url](#) ; RFI, 30/05/2020, [url](#)

Le 25 mai 2020, six employés d'une ONG internationale ont été enlevés dans la préfecture de l'Ouham par des Peuls. Ceux-ci ont exigé la libération de trois enfants retenus en otage par des militants anti-balaka<sup>245</sup>.

## 5. Cibles de la violence

Mankeur Ndiaye, le représentant du secrétaire général de l'ONU pour la RCA, déclarait fin juin 2019 qu'en dépit d'avancées importantes, « la population centrafricaine et la communauté humanitaire continuent de subir au quotidien des actes de violences attribués en grande partie à des groupes armés pourtant signataires de l'accord »<sup>246</sup>. Fin 2019, l'OCHA relève une « violence quotidienne » dans certaines sous-préfectures : « Des assassinats, des enlèvements, des arrestations, des détentions arbitraires, des traitements cruels, inhumains et dégradants, des extorsions, des pillages, des destructions ou appropriations de biens sont enregistrés tous les jours »<sup>247</sup>.

Le graphique suivant montre l'évolution du nombre d'incidents et de victimes depuis début 2019 :



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2019 – 01/06/2020<sup>248</sup>

Les différents pics du nombre de victimes sont en partie dus, soit à des attaques de groupes armés contre la population civile (attaque de l'UPC en avril 2019 dans la préfecture de la Basse-Kotto ; attaque du groupe 3R en mai 2019 à Paoua dans la préfecture de l'Ouham-Pendé ; violences entre groupes d'autodéfense et commerçants dans le quartier PK5 à Bangui en décembre 2019), soit à des affrontements entre groupes armés particulièrement violents (affrontements à Biraou entre septembre 2019 et février 2020, à Bria en janvier 2020 et à Ndele en mars 2020).

Pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2019 au 1<sup>er</sup> juin 2020, l'ACLED a recensé 457 morts en RCA, dont 399 étaient victimes d'incidents du type *battles* (dont 217 en 2019 et 182 en 2020) et 58 d'incidents du type *violence against civilians* (dont 24 en 2019 et 34 en 2020), comme le montre le tableau suivant :

<sup>245</sup> Radio Ndeke Luka, 27/05/2020, [url](#)

<sup>246</sup> ONU Info, 20/06/2019, [url](#)

<sup>247</sup> OCHA, 12/2019, p. 12, [url](#)

<sup>248</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

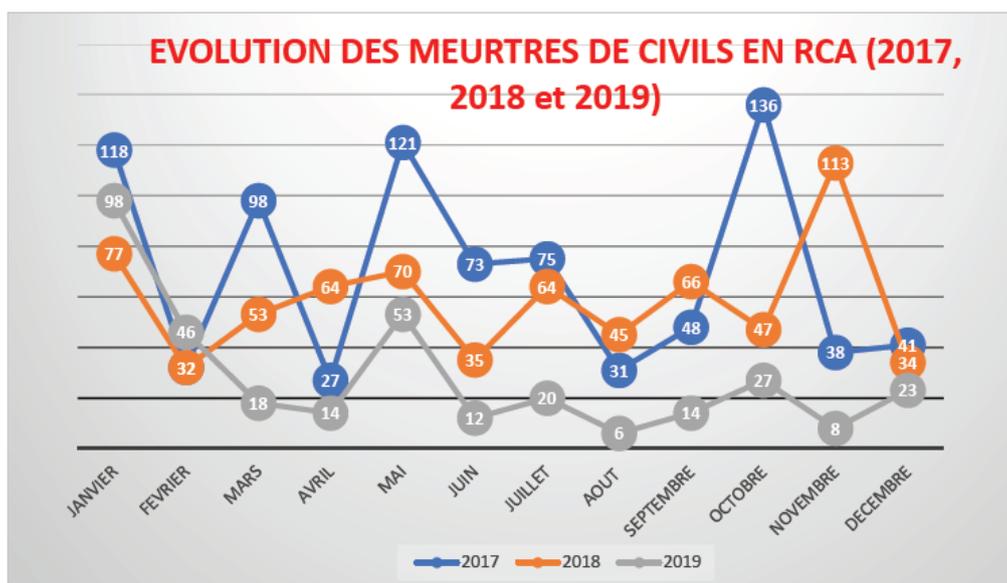
	01/06/2019 – 31/12/2019	01/01/2020 – 01/06/2020	01/06/2019 – 01/06/2020
<b>Type d'incident</b>	<b>Victimes</b>	<b>Victimes</b>	<b>Victimes</b>
<i>Battles</i>	217	182	399
<i>Violence against civilians</i>	24	34	58
<b>Total</b>	241	216	457

Tableau réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/06/2019 – 01/06/2020<sup>249</sup>

Le nombre de *fatalities* (morts) recensés par l'ACLED comprend aussi bien des civils que des membres des forces de sécurité ou de groupes armés. L'ACLED recommande d'utiliser avec la plus grande prudence les chiffres concernant le nombre de morts fournis par lui ou par d'autres bases de données<sup>250</sup>.

## 5.1. Civils

Le graphique suivant montre l'évolution du nombre de morts civils recensés par la MINUSCA. En 2017, la mission a dénombré 838 victimes, contre 700 en 2018 et 339 en 2019 :



Evolution des meurtres de civils en RCA (2017, 2018 et 2019)<sup>251</sup>

L'ACLED a recensé, dans la catégorie *violence against civilians*, 555 victimes en 2017, 520 en 2018, 286 en 2019 et 34 au cours des cinq premiers mois de 2020<sup>252</sup>.

Dans les deux cas, le dénombrement de la MINUSCA d'une part et de l'ACLED de l'autre, il s'agit du nombre de victimes de violences dirigées contre des civils, qui montre une diminution nette en 2019

<sup>249</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>250</sup> L'ACLED n'est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L'organisation relève que dans les informations sur les conflits, les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés » et qu'il s'agit d'estimations. Plus d'informations sur la manière dont ACLED procède pour recenser le nombre de morts peuvent être trouvées dans une note du Cedoca sur la méthodologie d'ACLED : ACLED, *Fatalities*, 10/04/2019, [url](#) ; ACLED, *Codebook*, 10/04/2019, p. 31, [url](#) ; CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

<sup>251</sup> MINUSCA – Division des droits de l'homme, 03/2020, p. 7, [url](#)

<sup>252</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

et les premiers cinq mois de 2020. Cependant, les victimes collatérales des affrontements armés ne sont pas incluses dans ces chiffres. Dans les sources consultées, le Cedoca n'a pas trouvé de chiffres comprenant les civils morts suite à tous les types de violence<sup>253</sup>.

De février 2019 à janvier 2020, pendant l'année suivant l'accord de Khartoum, la MINUSCA a constaté une « réduction significative » du nombre d'abus et violations des droits de l'homme et du nombre de victimes, avec 1.062 incidents touchant 1.821 personnes. Pendant l'année précédant l'accord de paix, de février 2018 à janvier 2019, la mission internationale avait rapporté 2.457 incidents faisant 4.266 victimes<sup>254</sup>. Les violations incluent « des exécutions arbitraires, des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, des blessures ou mutilations, des violences sexuelles liées aux conflits, des privations arbitraires de liberté, des enlèvements, des pillages ou destructions et appropriations de biens, de graves violations et abus contre les enfants, par exemple leur recrutement et leur utilisation comme soldats, et des attaques contre des humanitaires »<sup>255</sup>.

Pendant les trois derniers mois de 2019, la MINUSCA a noté 234 incidents concernant au moins 421 civils. Pendant les trois premiers mois de 2020, la MINUSCA a noté 292 incidents concernant au moins 396 civils. Les groupes armés, notamment les groupes anti-balaka, le FPRC, l'UPC, le MPC, le groupe 3R, le MLCJ et le groupe Révolution et justice, étaient responsables de la grande majorité des cas, alors que des agents étatiques se sont en moindre mesure rendus coupables d'abus<sup>256</sup>.

A part les violations des droits de l'homme enregistrées par l'ONU, des civils sont des victimes collatérales des affrontements entre groupes armés, soit parce qu'ils sont blessés ou tués, soit parce qu'ils sont contraints de se déplacer. Ainsi, pendant les affrontements à Amdafock en juillet 2019, à Birao à septembre 2019, à Kouango et Bangao en septembre 2019, à Bria en janvier 2020, à Ndele entre mars 2020 et mai 2020, les sources consultées ont compté entre une et plusieurs dizaines de morts parmi les civils ainsi que des milliers de déplacés (voir 4.1. Affrontements entre groupes armés).

## 5.2. Femmes et enfants

L'ONU a recensé plus de 500 violations graves des droits de l'enfant en 2019. Il s'agit de meurtres, de mutilations, de violences sexuelles, d'enlèvements, de recrutements, d'attaques d'écoles et d'hôpitaux et de refus d'accès à l'aide humanitaire. Les chiffres réels sont bien plus élevés, selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)<sup>257</sup>. Du 16 octobre 2019 au 1<sup>er</sup> février 2020, 166 violations graves des droits de l'enfant ont été enregistrées<sup>258</sup>.

La MINUSCA a recensé 35 cas de violence sexuelle liés au conflit, touchant 48 filles et femmes. L'une des victimes est décédée suite aux maltraitements. La préfecture de la Nana-Grébizi est particulièrement affectée par ce type de violence<sup>259</sup>. Ce sont en particulier les groupes armés qui se sont rendus coupables de viols, d'esclavage sexuel, de mariages forcés, selon l'experte indépendante onusienne sur la situation des droits de l'homme. Ces violences sexuelles sont commises en toute impunité, en particulier dans les régions frontalières et en période de transhumance. L'accès limité à la justice et la

<sup>253</sup> Selon un article de RFI publié en février 2020, la MINUSCA avait recensé 900 morts au cours du second semestre de 2019 par rapport à 1.700 morts durant la même période en 2018. Toutefois, ces chiffres, qui s'écartent largement des chiffres cités par l'ACLED ou par la MINUSCA même, sont erronés, comme l'a confirmé la MINUSCA au Cedoca : RFI, 06/02/2020, [url](#) ; MINUSCA, courrier électronique, 08/06/2020

<sup>254</sup> Sobze Emaka G. S., 02/2020, p. 21, [url](#)

<sup>255</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 09/08/2019, p. 8, [url](#)

<sup>256</sup> MINUSCA - Division des droits de l'homme, 03/2020, p. 1, [url](#) ; MINUSCA - Division des droits de l'homme, 04/2020, pp. 4-5, 9, [url](#)

<sup>257</sup> UNICEF (Muhigana C.), 06/02/2020, [url](#)

<sup>258</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 8, 11-12, [url](#)

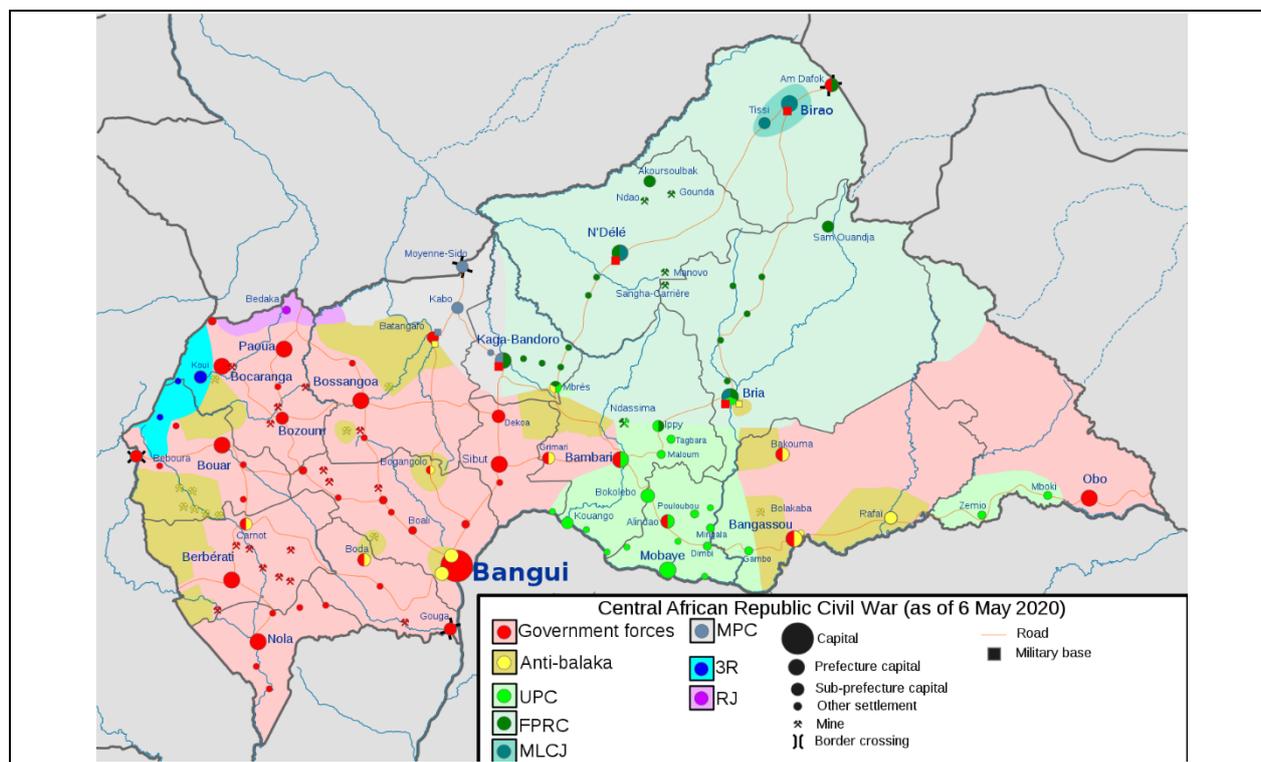
<sup>259</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 8, 11-12, [url](#)

crainte de représailles dissuade les victimes de porter plainte, d'après plusieurs sources onusiennes<sup>260</sup>. Les filles et femmes déplacées, en particulier celles qui vivent dans les sites de déplacement, sont parmi les personnes les plus vulnérables. Entre janvier et septembre 2019, sur une partie restreinte du territoire (41 %), plus de 8.800 cas de violences basées sur le genre ont été enregistrés<sup>261</sup>.

En juin 2017, le gouvernement a créé l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR). Il s'agit d'une unité de police chargée de combattre et de poursuivre les violences basées sur le genre, de prise en charge des victimes et de sensibilisation de la population. Elle a traité plus de 7.500 cas en 2019, un doublement par rapport à l'année précédente. Toutefois, l'unité manque de personnel, de moyens et de compétences pour couvrir tout le pays<sup>262</sup>. RFI rapporte en mars 2020 l'ouverture à Bangui d'une première « maison de l'espoir » accueillant des femmes en besoin de protection<sup>263</sup>.

## 6. Répartition géographique

La carte suivante montre la répartition territoriale des principaux acteurs du conflit début mai 2020 :



Central African Republic Civil War (as of 6 May 2020)<sup>264</sup>

<sup>260</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 09/08/2019, p. 210, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, p. 22, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 27/02/2020, p. 5, [url](#)

<sup>261</sup> OCHA, 12/2019, p. 12, [url](#)

<sup>262</sup> Le Monde (Grilhot G.), 12/03/2020, [url](#)

<sup>263</sup> RFI, 08/03/2020, [url](#)

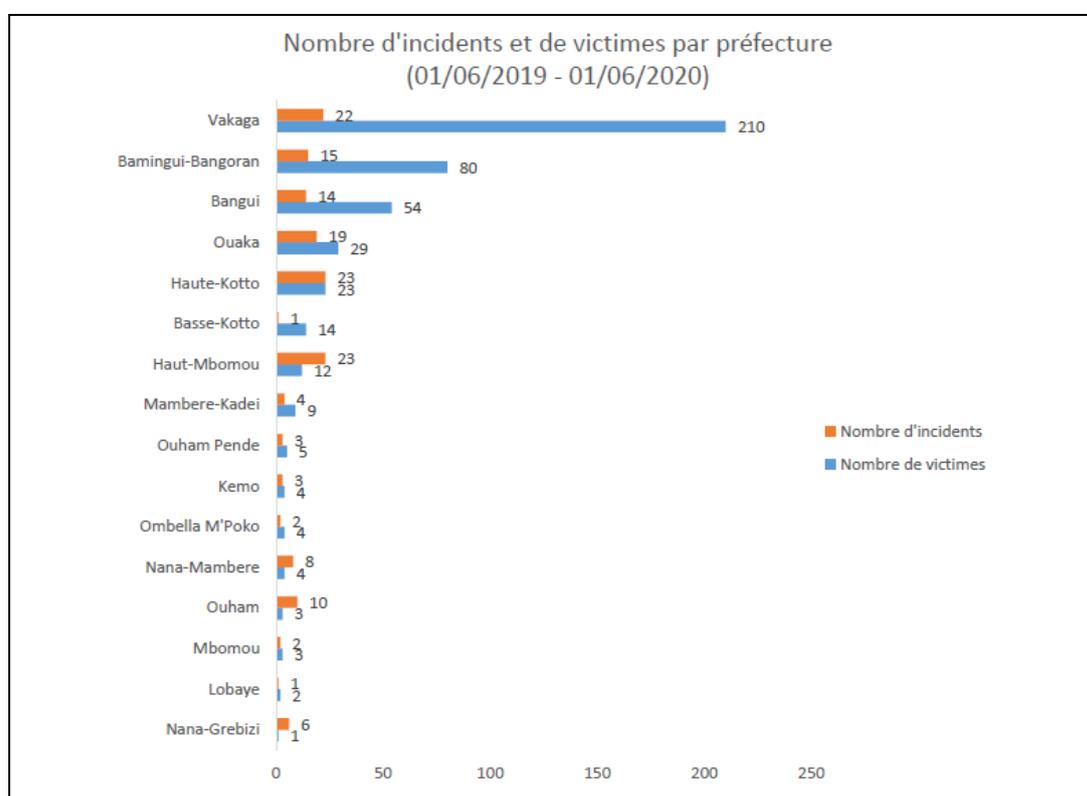
<sup>264</sup> Un internaute anonyme, opérant sous le pseudonyme Borysk5, a cartographié les zones et localités contrôlées par les différents groupes armés ou par les forces armées nationales et internationales en RCA. L'auteur de cette carte ne cite pas les sources sur lesquelles il s'est basé, mais la carte correspond en grande partie aux données recueillies par l'ACLED et par les autres sources consultées par le Cedoca dans le cadre de cette recherche. Si elle

Dans un état de la situation dressé en septembre 2019, l'ACLED relève que de nombreux groupes armés continuent d'opérer dans des zones où la présence militaire est faible ou inexistante. La source souligne la domination de fait de ces groupes dans la plus grande partie du pays<sup>265</sup>. Voice of America (VOA) rappelle en septembre 2019 qu'« [actuellement] l'Etat ne contrôle qu'une maigre partie du territoire national et des groupes armés s'affrontent dans les provinces pour le contrôle des ressources, notamment les diamants, l'or et le bétail »<sup>266</sup>.

Les sources consultées estiment que les groupes armés occupent toujours entre 70 et 80 % du territoire<sup>267</sup>.

## 6.1. A l'intérieur du pays

Le graphique suivant montre le nombre d'incidents et de victimes par préfecture tel qu'enregistré par l'ACLED entre le 1<sup>er</sup> juin 2019 et le 1<sup>er</sup> juin 2020 :



Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données d'ACLED, 01/06/2019 – 01/06/2020<sup>268</sup>

Selon les données recueillies par l'ACLED, les préfectures les plus touchées par la violence de juin 2019 à juin 2020, c'est-à-dire celles qui ont vu des nombres relativement élevés d'incidents violents ou de victimes, sont :

est à prendre avec précaution, cette carte est reprise ici pour mieux visualiser la répartition territoriale actuelle :  
 Wikipedia (Borysk5), 06/05/2020, [url](#)

<sup>265</sup> ACLED, 10/09/2019, [url](#)

<sup>266</sup> AFP, 05/09/2019, [url](#)

<sup>267</sup> Le Monde, 03/09/2019, [url](#) ; AFP, 05/02/2020, [url](#) ; HRW, 14/01/2020, [url](#)

<sup>268</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, [url](#)

- au nord et nord-est, les préfectures de la Vakaga, la Bamingui-Bangoran et la Haute-Kotto (60 incidents, 313 victimes) : le conflit entre le FPRC, le MLCJ, le RPRC et le PRNC y a sévi, notamment à Birao (Vakaga), Ndele (Bamingui-Bangoran) et Bria (Haute-Kotto) ;
- au centre, la préfecture de l’Ouaka (19 incidents, 29 victimes) : l’UPC y est très actif, mais les incidents violents y sont également attribués à des groupes anti-balaka ;
- à Bangui (14 incidents, 54 victimes) : les derniers incidents encodés par l’ACLED sont les affrontements entre groupes d’autodéfense et commerçants dans le quartier PK5 fin décembre 2019, et les autres incidents sont attribués à des groupes non identifiés ou aux forces de l’ordre ;
- dans le sud, la préfecture de la Basse-Kotto (1 incident, 14 victimes) : le seul incident encodé, l’affrontement entre l’UPC et les FACA à Alindao en janvier 2020, a fait plusieurs victimes ;
- dans le sud-est, la préfecture du Haut-Mbomou (23 incidents, 12 victimes) : l’expansion territoriale de l’UPC y a provoqué des affrontements avec les forces de sécurité nationales et internationales, tandis que la LRA s’y est rendue coupable, surtout en 2019 et moins en 2020, d’enlèvements de civils ;
- dans l’ouest, la préfecture de la Mambéré-Kadei, l’Ouham-Pendé et la Nana-Mambéré (15 incidents, 18 victimes) : le groupe 3R y est redevenu plus actif en 2020 ;
- dans le centre-ouest, la préfecture de l’Ouham (10 incidents, 3 victimes) : des groupes anti-balaka et des groupes peuls s’y sont affrontés régulièrement<sup>269</sup>.

Dans quasi toutes les préfectures, des groupes non identifiés sont également désignés comme les auteurs d’incidents violents<sup>270</sup>.

Par ailleurs, dans le sud-ouest, dans les préfectures de la Kémo, de l’Ombella M’poko, de la Lobaye, de la Sangha-Mbaéré, où des groupes anti-balaka sont basés et les groupes armés ex-Seleka sont moins présents, ainsi que dans les préfectures du Mbomou au sud et de la Nana-Grébizi dans le nord, le nombre d’incidents et de victimes encodés par l’ACLED est limité<sup>271</sup>.

Ces chiffres doivent être pris avec précaution et illustrent la difficulté du recensement des victimes. Ainsi, pour les préfectures de Mbomou et de la Nana-Grébizi, relativement peu touchées par la violence selon l’ACLED, d’autres sources suggèrent une violence plus importante dans ces zones.

Ainsi, la division des droits de l’homme de la MINUSCA a compté dix meurtres de civils dans la seule préfecture de Mbomou pendant les trois derniers mois de 2019<sup>272</sup>. Et dans son rapport de décembre 2019, le Groupe d’experts onusiens identifie le triangle de Batangafo, Kabo et Kaga Bandoro dans le nord-ouest (préfectures de l’Ouham et de la Nana-Grébizi) comme l’une des zones les plus touchées par les groupes armés et la criminalité. Les routes reliant ces villes sont parsemées de postes de contrôle érigés par des éléments ex-Seleka du MPC qui, en réalité, ne répondent plus à aucune chaîne de commandement. Des agents humanitaires ont été la cible de vols violents tout comme des civils qui ont souvent subi des violences sexuelles ou ont été détenus illégalement et libérés seulement en échange d’une rançon. Des responsables ex-Seleka et anti-balaka ont coopéré et échangé des armes afin que certaines victimes ne sachent plus identifier les auteurs des crimes<sup>273</sup>.

Selon l’analyse de la division des droits de l’homme de la MINUSCA des trois derniers mois de 2019 et des trois premiers mois de 2020, les préfectures les plus affectées par les violations des droits de

<sup>269</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l’outil d’exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>270</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l’outil d’exportation, 01/06/2020, [url](#)

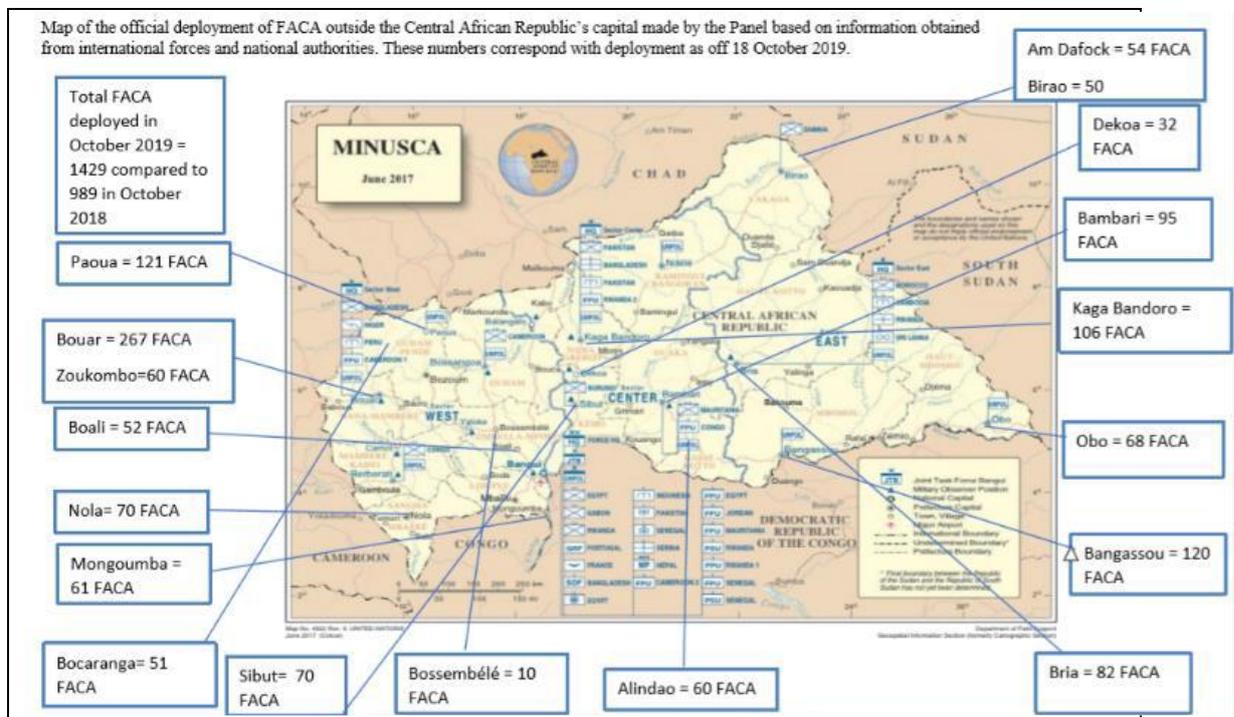
<sup>271</sup> ACLED, mise à jour consultée sur la page de l’outil d’exportation, 01/06/2020, [url](#)

<sup>272</sup> MINUSCA – Division des droits de l’homme, 03/2020, p. 3, [url](#)

<sup>273</sup> Conseil de sécurité de l’ONU, 14/12/2019, pp. 22-24, [url](#)

l'homme étaient l'Ouaka et la Haute-Kotto (centre et est), l'Ouham-Pendé et l'Ouham (nord-ouest) et la Bamingui-Bangoran (nord)<sup>274</sup>.

Par ailleurs, les sources consultées constatent, à partir de septembre 2019, le redéploiement progressif de l'autorité de l'Etat à l'intérieur du pays. La première base militaire permanente des FACA en dehors de la capitale a été ouverte en septembre 2019 à Bouar (préfecture de la Nana-Mambéré), selon la stratégie des villes-garnisons voulue par le président Touadéra<sup>275</sup>, tandis qu'une centaine de FACA se sont réinstallées dans la ville de Bria (préfecture de la Haute-Kotto). L'armée est également présente dans plusieurs autres localités qui ont connu des épisodes violents en 2019 ou 2020 comme à Paoua (préfecture de l'Ouham-Pendé), Alindao (préfecture de la Basse-Kotto), Obo (préfecture du Haut-Mbomou)<sup>276</sup>, Kaga Bandoro (préfecture de la Nana-Grébizi)<sup>277</sup>, Bocaranga (préfecture de l'Ouham-Pendé), Amdafock (préfecture de la Vakaga)<sup>278</sup> et Bambari (préfecture de la Ouaka), où RFI rapporte en août 2019 une normalisation relative de la vie quotidienne, même si la sécurité restait précaire dans certains quartiers et la liberté de mouvement des déplacés était limitée<sup>279</sup>.



Carte du déploiement des FACA<sup>280</sup>

<sup>274</sup> MINUSCA - Division des droits de l'homme, 04/2020, p. 4, [url](#)

<sup>275</sup> CNC, 18/09/2019, [url](#) ; RFI, 15/11/2019, [url](#)

<sup>276</sup> RFI, 25/09/2019, [url](#)

<sup>277</sup> Jeune Afrique, 12/11/2019, [url](#)

<sup>278</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, p. 189, [url](#)

<sup>279</sup> RFI, 28/08/2019, [url](#)

<sup>280</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/12/2019, p. 189, [url](#)

## 6.2. A Bangui

En juin 2019, le secrétaire général de l'ONU rapporte que « Bangui est restée relativement stable [...] » durant les mois précédents<sup>281</sup>. En octobre 2019, il indique que la situation à Bangui est restée « globalement calme » mais mentionne néanmoins une légère hausse de la criminalité<sup>282</sup>.

Toutefois, en juillet 2019, des violences ont eu lieu entre milices et commerçants dans le quartier musulman PK5, qui ont fait quatre morts et plusieurs blessés. Il s'agissait des premières violences dans la capitale depuis la signature de l'accord de paix de février 2019, selon RFI<sup>283</sup>.

Des initiatives de dialogue et de réconciliation entre les communautés chrétienne et musulmane ont vu le jour dans le troisième arrondissement, qui comprend le quartier PK5. Ainsi, en mars 2019, les représentants des communautés religieuses de plusieurs quartiers se sont engagés à cesser les hostilités et à interdire aux civils le port d'armes à feu<sup>284</sup>. En novembre 2019, les représentants du troisième arrondissement ont signé un accord de bon voisinage avec les quartiers limitrophes<sup>285</sup>. Ces initiatives locales appuyées par la MINUSCA ont facilité le retour des personnes déplacées, selon l'ONU<sup>286</sup>, « malgré le conflit qui perdure dans l'arrondissement »<sup>287</sup>.

Fin décembre 2019, de nouvelles violences entre groupes d'autodéfense criminels et commerçants dans le quartier PK5 ont fait une cinquantaine de morts. En réaction à cet incident, la MINUSCA a installé une base temporaire près du marché et a augmenté les patrouilles avec les forces de sécurité afin de faire du PK5 une zone sans armes. Les bandes criminelles ont démantelé leurs bases<sup>288</sup> ou, selon AFP, ont pris la fuite<sup>289</sup>. En janvier 2020, les FSI ont commencé à patrouiller dans le quartier<sup>290</sup> (voir 4.3. Exactions contre les civils).

## 7. Déplacements de population

Fin avril 2020, plus de 697.000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays. Bangui et la préfecture de la Haute-Kotto en comptaient plus de 100.000. Environ deux tiers des déplacés sont hébergés chez une famille d'accueil, alors que les autres résident sur des sites de regroupement. A cette même date, plus de 608.000 Centrafricains étaient réfugiés dans les pays voisins, dont près de 294.000 au Cameroun, plus de 171.000 en RDC, quelque 93.000 au Tchad, 33.000 au Soudan et 15.000 en République du Congo<sup>291</sup>. A titre de comparaison, fin août 2019, les chiffres étaient de 581.000 déplacés et plus de 605.000 réfugiés<sup>292</sup>. Le nombre total de réfugiés et de personnes déplacées constitue environ un quart de la population centrafricaine<sup>293</sup>.

<sup>281</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 17/06/2019, p. 7, [url](#)

<sup>282</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 15/10/2019, p. 7, [url](#)

<sup>283</sup> AFP, 11/07/2019, [url](#) ; RFI, 11/07/2019, [url](#)

<sup>284</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 17/06/2019, p. 7, [url](#)

<sup>285</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 5, [url](#)

<sup>286</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 15/10/2019, p. 5, [url](#)

<sup>287</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 5, [url](#)

<sup>288</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, pp. 5-6, [url](#)

<sup>289</sup> AFP, 07/01/2020, [url](#)

<sup>290</sup> RFI (Cosset C.), 10/02/2020, [url](#) ; AFP, 07/01/2020, [url](#)

<sup>291</sup> Refugees Operational Portal, 30/04/2020, [url](#) ; OCHA, 05/05/2020, [url](#)

<sup>292</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 15/10/2019, p. 7, [url](#)

<sup>293</sup> OCHA, 18/05/2020, [url](#)

Quant aux conditions dans les sites de déplacement, l'experte indépendante de l'ONU sur la situation des droits de l'homme a remarqué en août 2019 que la présence d'éléments armés constitue un risque important de violation des droits des personnes déplacées<sup>294</sup>.

Les chiffres sur les retours des personnes déplacées et des réfugiés centrafricains cités par les sources consultées divergent.

De janvier à septembre 2019, le secrétaire général de l'ONU a recensé 355.000 personnes ayant regagné leur région d'origine, ce qui représente une augmentation de 18 % par rapport à la même période en 2018<sup>295</sup>. Par ailleurs, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), pendant toute l'année 2019, près de 262.000 personnes déplacées sont retournées dans leur région d'origine, la plupart soit en raison d'une situation sécuritaire améliorée, soit à cause d'une détérioration des conditions dans la zone de déplacement<sup>296</sup>. Lors du dernier trimestre de 2019, l'ONU a compté plus de 29.000 personnes déplacées qui ont regagné leurs régions d'origine, en particulier à Bangui et dans les préfectures de l'Ombella-M'poko et de la Vakaga. Mais l'ONU souligne qu'en raison de l'insécurité, les retours durables et en grand nombre ne se produisent pas<sup>297</sup>.

Entre 2017 et fin 2019, 13.500 réfugiés sont retournés en RCA avec l'aide du HCR alors qu'environ 127.000 réfugiés auraient regagné ce pays spontanément depuis 2016<sup>298</sup>. De janvier à septembre 2019, plus de 90.000 réfugiés sont rentrés volontairement dans les préfectures de la Sangha-Mbaéré, de la Mambéré-Kadéï, de la Nana-Mambéré, de l'Ouham-Pendé, de l'Ouham, de la Nana-Grébizi, de la Basse-Kotto, de l'Ouaka et de la Bamingui-Bangoran<sup>299</sup>. Depuis octobre 2019, plusieurs centaines de réfugiés centrafricains installés en RDC, au Cameroun ou en République du Congo sont retournés au pays dans le cadre d'accords tripartites conclus avec la RCA sous l'égide du HCR. Ils sont pour la plupart retournés à Bangui et dans le sud-ouest, dans les préfectures de la Lobaye, de l'Ombella-M'poko, de la Kémo, de la Nana-Mambéré, de la Mambéré-Kadéï et de la Sangha-Mbaéré, où la sécurité s'est améliorée<sup>300</sup>.

Concernant les conditions de retour des personnes déplacées et des réfugiés, le rapport du secrétaire général de l'ONU de juin 2019 mentionne :

« [Des] conditions de retour durable n'ont pas pu être garanties, malgré l'appui du Gouvernement et de la communauté internationale, en raison de problèmes de sécurité et de protection, notamment des conflits liés à la terre et à la propriété, et de l'accès insuffisant aux services de base et à un appui juridique. Même dans les régions relativement stables, les problèmes de protection constituent un obstacle majeur à toute solution durable. De nombreux rapatriés retrouvent leur logement pillé, détruit ou occupé. Dans ce contexte, les déplacements forcés continueront tant que les causes qui en sont à l'origine persistent et que la résilience des populations touchées n'est pas renforcée »<sup>301</sup>.

<sup>294</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 09/08/2019, p. 14, [url](#)

<sup>295</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 15/10/2019, p. 7, [url](#)

<sup>296</sup> OIM, 03/2020, [url](#)

<sup>297</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 8, [url](#)

<sup>298</sup> Le Monde (Kouagheu J.), 29/10/2019, [url](#) ; RFI, 28/10/2019, [url](#) ; HCR, 22/11/2019, [url](#) ; HCR, 03/12/2019, [url](#)

<sup>299</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 15/10/2019, p. 7, [url](#)

<sup>300</sup> Le Monde (Kouagheu J.), 29/10/2019, [url](#) ; RFI, 28/10/2019, [url](#) ; HCR, 22/11/2019, [url](#) ; HCR, 03/12/2019, [url](#)

<sup>301</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, 17/06/2019, p. 8, [url](#)

## 8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

### 8.1. Situation socio-économique

Dans son rapport de fin 2018, Thierry Vircoulon attire l'attention sur un processus de « désétatisation » en RCA déclenché bien avant le début du conflit actuel. L'administration s'est progressivement effondrée en dehors de Bangui. La disparition des services de santé et d'éducation a été partiellement compensée par l'Église et les ONG, mais la fin de l'approvisionnement de l'eau et de l'électricité et le manque d'entretien du réseau routier ont contribué à l'isolement des populations de l'intérieur du pays à l'égard des autorités centrales<sup>302</sup>.

Le nombre d'agents étatiques déployés à l'intérieur du pays reste largement insuffisant pour assurer les services de base tels que la santé, l'éducation, la justice. Un représentant du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a déclaré au journal *Le Monde* en janvier 2020 que l'une des plus grandes priorités est le retour dans l'arrière-pays d'une administration civile<sup>303</sup>.

Au niveau des indices de développement humain, la RCA est classée à l'avant-dernière place mondiale avant le Niger<sup>304</sup>. L'OCHA souligne en mars 2020 la forte dégradation des indicateurs sociaux de base suite aux multiples conflits armés. Le système sanitaire dépend en grande partie de l'aide humanitaire, les taux de mortalité maternelle et infantile sont parmi les plus élevés du monde, sept personnes sur dix n'ont pas accès à l'eau potable<sup>305</sup>.

L'insécurité affecte gravement l'accès des enfants à l'éducation. Des centaines d'écoles ont été attaquées, occupées ou fermées<sup>306</sup>. Une analyse publiée en mai 2020 par plusieurs ONG humanitaires indique que la situation ne s'améliore pas en raison des attaques contre des infrastructures scolaires ainsi que du redéploiement lent du personnel enseignant freiné par des problèmes sécuritaires et logistiques<sup>307</sup>.

### 8.2. Situation alimentaire

En mai 2020, plus de la moitié de la population, soit 2,6 millions de personnes, a besoin d'assistance humanitaire. Dans les préfectures de la Vakaga et de la Basse-Kotto, il s'agit de plus de 90 % de la population. Moins d'un tiers des personnes en situation de besoin, soit 762.000, ont pu être atteintes pendant les trois premiers mois de 2020<sup>308</sup>. Alors qu'avec une prévalence de 5,8 %, la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans a diminué en 2019 par rapport à l'année précédente, le taux de malnutrition chronique stagne depuis vingt ans<sup>309</sup>.

Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification, IPC) estime que de mai à août 2020, pendant la période de soudure entre les récoltes, 2,36 millions de personnes, seront en situation d'insécurité alimentaire, malgré l'assistance humanitaire prévue. Les raisons principales de cette crise alimentaire sont la recrudescence des violences dans certaines régions qui provoquent d'importants déplacements de population, les difficultés d'approvisionnement des marchés à cause des mesures de prévention du coronavirus et

<sup>302</sup> IFRI (Vircoulon T.), 04/2020, pp. 22-24, [url](#)

<sup>303</sup> *Le Monde* (Grilhot G.), 29/01/2020, [url](#)

<sup>304</sup> PNUD, 2019, p. 27, [url](#)

<sup>305</sup> OCHA, 04/2020, p. 1, [url](#)

<sup>306</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 09/08/2019, p. 12, [url](#)

<sup>307</sup> Global Education Cluster, *Education Cannot Wait*, Reach, 05/2020, p. 2, [url](#)

<sup>308</sup> OCHA, 18/05/2020, [url](#) ; OCHA, 12/2019, pp. 12-13, [url](#)

<sup>309</sup> UNICEF (Muhigana C.), 06/02/2020, [url](#)

une mauvaise saison agricole. A Bangui, la situation humanitaire s'est fortement détériorée, avec une population en besoin d'assistance qui a augmenté de 25 à 50 %<sup>310</sup>. L'insécurité alimentaire frappe davantage les zones avec une forte concentration de personnes déplacées<sup>311</sup>.

### 8.3. Situation sanitaire

En janvier 2020, le ministère de la Santé a déclaré une épidémie de rougeole. Plus de 15.000 nouveaux cas et 66 décès ont été enregistrés du 1<sup>er</sup> janvier au 5 avril 2020<sup>312</sup>.

Début avril 2020, le ministre de la Santé a annoncé les premiers cas de transmission locale du coronavirus<sup>313</sup>. Pendant la première moitié du mois de mai, l'épidémie s'est accélérée<sup>314</sup>. Début juin 2020, le nombre d'infections confirmées dépasse les 1.000 et au moins quatre personnes sont décédées à cause du virus<sup>315</sup>.

L'OCHA indique que la RCA est l'un des pays les moins préparés contre une propagation du coronavirus pour plusieurs raisons. Un grand nombre d'habitants ont déjà un besoin d'aide humanitaire, alors que 70 % des soins de santé sont procurés par des organisations humanitaires. L'accès à l'eau est limité et l'infrastructure, le personnel sanitaire et médical sont restreints. En raison de leur déploiement limité à l'intérieur du pays, les autorités nationales ne sont pas en mesure de faire observer d'éventuelles mesures restrictives. Les personnes le plus à risque sont les déplacés, les femmes et enfants, les personnes âgées et les handicapés<sup>316</sup>.

The Guardian rapporte que la pandémie a éveillé de l'animosité contre les étrangers, y compris les collaborateurs de l'ONU et des organisations humanitaires. Suite à des incidents d'agression verbale et d'intimidation, la MINUSCA a prolongé un couvre-feu pour son personnel et suspendu la plupart des déplacements à l'intérieur du pays<sup>317</sup>. L'OCHA avertit qu'une xénophobie croissante peut avoir un impact sur l'approvisionnement et l'organisation de l'aide humanitaire et augmente le risque d'une recrudescence des violences intercommunautaires<sup>318</sup>.

RFI souligne l'impact de la crise du coronavirus sur les activités économiques, ce qui fait augmenter les prix des denrées dans les villes, ainsi que sur le travail humanitaire qui souffre des difficultés de déplacement et du ralentissement des programmes<sup>319</sup>. Début avril 2020, Radio Ndeke Luka rapporte une montée considérable du prix de certaines denrées alimentaires sur les marchés, alors que d'autres produits sont devenus rares<sup>320</sup>.

La RCA a reçu de l'aide matérielle de la Chine qui a lancé une grande offensive diplomatique en Afrique. Début mai 2020, l'Union européenne a ouvert un pont aérien pour acheminer de l'aide humanitaire<sup>321</sup>.

<sup>310</sup> IPC, 13/05/2020, [url](#) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 14/02/2020, p. 8, [url](#)

<sup>311</sup> UNICEF (Muhigana C.), 06/02/2020, [url](#)

<sup>312</sup> OMS, 06/04/2020, [url](#)

<sup>313</sup> RFI, 04/04/2020, [url](#)

<sup>314</sup> UNICEF, 05/2020, [url](#)

<sup>315</sup> CSSE - JHU, 01/06/2020, [url](#)

<sup>316</sup> OCHA, 28/03/2020, p. 48, [url](#)

<sup>317</sup> The Guardian (Losh J.), 10/04/2020, [url](#)

<sup>318</sup> OCHA, 28/03/2020, p. 48, [url](#)

<sup>319</sup> RFI (Cosset C.), 26/05/2020, [url](#)

<sup>320</sup> Radio Ndeke Luka, 06/04/2020, [url](#)

<sup>321</sup> Le Monde (Grilhot G.), 08/05/2020, [url](#)

## Résumé

Le 5 février 2019, les autorités centrafricaines et quatorze groupes armés ont signé un accord de paix. Un gouvernement inclusif comprenant des représentants des groupes armés s'est formé fin mars 2019. Certains chefs de groupes armés ont par la suite remis en cause leur participation au processus de paix et de désarmement. En même temps, des observateurs soulignent la « gouvernance catastrophique du pays » et la corruption endémique qui ouvrent la voie à la compétition économique et territoriale des groupes armés.

Fin 2019, plus de 1.300 membres des groupes armés, soit 15 % des combattants, avaient été démobilisés. L'intégration dans les d'unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) rencontre d'importants retards, la première unité mixte, dans l'ouest du pays, ayant seulement clôturé sa formation en mai 2020. Le Groupe d'experts onusiens constate fin 2019 que de nombreux groupes armés se satisfont du *statu quo*. Malgré un redéploiement progressif de l'armée à l'intérieur du pays, les groupes armés continuent d'occuper les trois quarts du territoire. Certains groupes armés, en particulier l'UPC dans le centre et le sud-est du pays ainsi que le groupe 3R dans l'ouest du pays, tentent d'étendre le territoire qu'ils contrôlent en violation de l'accord de paix.

Depuis la signature de l'accord de paix, l'ONU fait état d'une diminution globale de la violence, d'une baisse « tendancielle » et non plus passagère des incidents violents et des violations des droits de l'homme. Toutefois, en février 2020, le secrétaire général de l'ONU signale, en particulier pendant la période de transhumance, une multiplication des mouvements illégaux des groupes armés et relève que de graves violences et violations des droits de l'homme ont eu lieu à intervalles irréguliers.

Les groupes armés sont les principaux responsables de la violence dans le pays. Ils ont continué à s'affronter pour le contrôle des territoires et de leurs ressources, parfois entraînant la mort de dizaines de civils. Plusieurs sources ont signalé des « poches d'instabilité », voire une augmentation d'incidents violents depuis septembre 2019, en particulier dans le nord-est, où le FPRC s'est affronté à une coalition d'autres groupes armés et a été déchiré par une scission interne sur fond de tensions ethniques. D'autres groupes armés, notamment l'UPC et le 3R, ont dû faire face à des opérations conjointes de la MINUSCA et des FACA visant à freiner leur expansion territoriale.

Les régions les plus affectées par la violence sont le nord et le nord-est, zone dominée par le FPRC, le centre, où l'UPC mais aussi des groupes anti-balaka sont actifs, le sud-ouest où l'UPC essaie de prendre pied, ainsi que l'ouest où le groupe 3R est basé. Dans le quartier PK5 à Bangui, les forces nationales et internationales se sont finalement imposées suite à des violences sanglantes en décembre 2019.

Bien qu'il relève une réduction significative du nombre de violations et d'abus des droits de l'homme et du nombre de victimes touchées, le secrétaire général de l'ONU signale que les exactions contre les civils par les groupes armés, la « violence quotidienne » qui comprend des assassinats, des enlèvements, des arrestations et détentions arbitraires, des traitements cruels, des extorsions, des pillages, restent un problème important. En outre, la RCA reste l'un des pays les plus dangereux pour les travailleurs humanitaires avec en moyenne un incident par jour visant les humanitaires.

Fin avril 2020, l'ONU estimait que plus de 697.000 personnes étaient déplacées et plus de 608.000 réfugiées dans les pays voisins. Malgré une augmentation des retours, le nombre de personnes déplacées est supérieur à celui de fin 2019. Le nombre total de réfugiés et de personnes déplacées constitue environ un quart de la population centrafricaine.

Suite à l'effondrement de l'administration et des services de base en dehors de Bangui et en raison des conflits armés et de l'insécurité, la RCA est classée à l'avant-dernière place mondiale au niveau des indices de développement humain. En mai 2020, plus de la moitié de la population, soit 2,6 millions de personnes, avait besoin d'assistance humanitaire, une situation aggravée par les mesures prises contre la propagation du coronavirus et par une mauvaise saison agricole.

## Annexe

Liste des quatorze groupes armés signataires de l'accord de paix du 5 février 2019<sup>322</sup>

Groupe arme	Chef
Anti-Balaka/Mokom	Maxime Mokom
Anti-Balaka/Ngaïssona	Patrice-Edouard Ngaïssona
Front démocratique du peuple centrafricain	Martin Koumtamadji (aka Abdoulaye Miskine)
Front populaire pour la Renaissance de la Centrafrique	Nourredine Adam
Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ)	Toumou Deya Gilbert
Mouvement patriotique pour la Centrafrique	Alkhatim Ahamat Mahamat
Rassemblement patriotique pour le Renouveau de la Centrafrique	Herbert Gontran Djono-Ahaba
Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R)	Sidiki Abass Soulimane
Révolution et Justice/Belanga	Bertrand Belanga
Révolution et Justice/Sayo	Armel Ningatoloum Sayo
Seleka/Rénové	Mohamed Moussa Dhaffne
Union des Forces républicaines	Philippe Wagramale
Union des Forces républicaines fondamentales	Dieu Benit Christian Gbeya-Kikobet
Union pour la paix en Centrafrique	Ali Darassa Mahamat

<sup>322</sup> ICG, 18/06/2019, [url](#)

## Bibliographie

### Contacts directs

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), courrier électronique, 08/06/2020, <https://minusca.unmissions.org/contactez-nous>

### Sources écrites et audiovisuelles

African Arguments (Ronan P., Titeca K.), *Kony's rebels remain a threat, but they're also selling honey to get by*, 10/03/2020, <https://africanarguments.org/2020/03/10/joseph-kony-lra-rebels-threat-selling-honey/> [consulté le 01/06/2020]

Agence France-press (AFP) via Africanews, *Nouveau gouvernement en Centrafrique, avec davantage de portefeuilles aux groupes armés*, 23/03/2019, <https://fr.africanews.com/2019/03/23/nouveau-gouvernement-en-centrafrique-avec-davantage-de-portefeuelles-aux/> [consulté le 25/03/2019]

Agence France-press (AFP), Voice of America (VOA), *L'accord de paix entaché par un massacre, ultimatum de l'ONU*, 23/05/2019, <https://www.voafrique.com/a/centrafrique-l-accord-de-paix-entache-par-un-massacre-ultimatum-de-l-onu/4928303.html> [consulté le 18/09/2019]

Agence France-press (AFP) via Voice of America (VOA), *Affrontements au quartier PK5 de Bangui*, 11/07/2019, <https://www.voafrique.com/a/affrontements-au-quartier-pk5-de-bangui/4995779.html?withmediaplayer=1> [consulté le 19/09/2019]

Agence France-press (AFP) via Voice of America (VOA), *Au moins 5 morts dans des combats entre groupes armés dans le nord-est*, 16/07/2019, <https://www.voafrique.com/a/au-moins-5-morts-dans-des-combats-entre-groupes-armes-dans-le-nord-est/5002361.html> [consulté le 19/09/2019]

Agence France-press (AFP) via Voice of America (VOA), *Un chef de guerre démissionne du gouvernement centrafricain*, 27/08/2019, <https://www.voafrique.com/a/un-chef-de-guerre-d%C3%A9missionne-du-gouvernement-centrafricain-/5058933.html> [consulté le 18/09/2019]

Agence France-press (AFP) via Voice of America (VOA), *Macron appelle au respect des accords de paix*, 05/09/2019, <https://www.voafrique.com/a/macron-appelle-au-respect-des-accords-de-paix/5071136.html> [consulté le 08/10/2019]

Agence France-press (AFP) via Jeune Afrique, *Centrafrique : la CPI engage le procès de Patrice-Edouard Ngaiïsona et d'Alfred Yekatom*, 11/12/2019, <https://www.jeuneafrique.com/depeches/868652/politique/centrafrique-la-cpi-engage-le-proces-de-patrice-edouard-ngaiisona-et-dalfred-yekatom/> [consulté le 01/06/2020]

Agence France-press (AFP) via Voice of America (VOA), *MSF suspend l'activité d'un hôpital après l'arrestation d'employés*, 20/12/2019, <https://www.voafrique.com/a/msf-suspend-l-activit%C3%A9-d-un-h%C3%B4pital-apr%C3%A8s-l-arrestation-d-employ%C3%A9s/5213996.html> [consulté le 01/06/2020]

Agence France-press (AFP) via Voice of America (VOA), *La police patrouille à nouveau au PK5 de Bangui, après la fuite des groupes armés*, 07/01/2020, <https://www.voafrique.com/a/la-police-patrouille-%C3%A0-nouveau-au-pk5-apr%C3%A8s-la-fuite-de-groupes-arm%C3%A9s/5235913.html> [consulté le 01/06/2020]

Agence France-press (AFP) via Voice of America (VOA), *La menace des divisions d'un groupe armé à Bria*, 30/01/2020, <https://www.voafrique.com/a/centrafrique-la-menace-des-division-d-un-groupe-armé-%C3%A0-bria/5266587.html> [consulté le 01/06/2020]

Agence France-press (AFP) via Voice of America (VOA), *Une paix toujours fragile avant un scrutin à risque en RCA*, 05/02/2020, <https://www.voafrique.com/a/centrafrique-une-paix-toujours-fragile-avant-un-scrutin-%C3%A0-risque/5274588.html> [consulté le 01/06/2020]

Agence France-press (AFP) via Jeune Afrique, *Centrafrique : la France engage des avions de combat contre un groupe armé*, 16/02/2020, <https://www.jeuneafrique.com/897073/politique/centrafrique-la-france-engage-des-avions-de-combat-contre-un-groupe-arme/> [consulté le 01/06/2020]

Agence France-press (AFP) via Voice of America (VOA), *La Centrafrique lance sa commission "vérité et réconciliation"*, 28/02/2020, <https://www.voaafrrique.com/a/la-centrafrique-lance-sa-commission-v%C3%A9rit%C3%A9-et-r%C3%A9conciliation-/5308498.html> [consulté le 01/06/2020]

Agence France-press (AFP) via Voice of America (VOA), *La Cour pénale spéciale se saisit du meurtre de 21 civils en RCA*, 08/05/2020, <https://www.voaafrrique.com/a/la-cour-p%C3%A9nale-sp%C3%A9ciale-se-saisit-du-meurtre-de-21-civils-en-centrafrique/5412245.html> [consulté le 01/06/2020]

Agence France-press (AFP) via Voice of America (VOA), *L'armée centrafricaine et les Casques bleus repoussent une attaque, "une dizaine" de rebelles tués*, 20/05/2020, <https://www.voaafrrique.com/a/l-arm%C3%A9e-centraficaine-et-les-casques-bleus-repoussent-une-attaque-une-dizaine-de-rebelles-tu%C3%A9s-/5428388.html> [consulté le 01/06/2020]

Al Jazeera, *Dozens killed in northeast Central African Republic clashes*, 30/04/2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/04/dozens-killed-northeast-central-african-republic-clashes-200430170833599.html> [consulté le 01/06/2020]

Amnesty International (AI), *Nettoyage ethnique et tueries intercommunautaires en République centrafricaine*, 02/2014, <https://www.amnesty.org/fr/documents/AFR19/004/2014/fr/> [consulté le 15/02/2019]

Apanews, *Firmin Ngrébada nommé Premier ministre de la Centrafrique*, 25/02/2019, <http://apanews.net/index.php/news/firmin-ngrebada-nomme-premier-ministre-de-la-centrafrique> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Guide for Media Users*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Regional Overview - Africa*, 10/09/2019, <https://www.acleddata.com/2019/09/10/regional-overview-africa-10-september-2019/> [consulté le 28/10/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Regional overview: Africa. 10-16 May 2020*, 21/05/2020, <https://acleddata.com/2020/05/21/regional-overview-africa10-16-may-2020/> [consulté le 01/06/2020]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation, 01/06/2020, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 01/06/2020]

Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation (ACCORD), *Central African Republic (CAR) : COI Compilation*, 12/2018, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2002121/Central\\_African\\_Republic-COI\\_Compilation-December\\_2018.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2002121/Central_African_Republic-COI_Compilation-December_2018.pdf) [consulté le 21/05/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Bulletin humanitaire République centrafricaine. Numéro 47 / août/septembre 2019*, 30/09/2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019.10.08%20OCHA%20RCA%20Bulletin%20humanitaire%20-%20ao%C3%BBt%20septembre%202019%20-%20VF%20-.pdf> [consulté le 08/10/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Plan de réponse humanitaire. République Centrafricaine. Cycle de programmation humanitaire 2020*, 12/2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha\\_car\\_hrp\\_2020\\_fr\\_vf\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_car_hrp_2020_fr_vf_0.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Global humanitarian response plan COVID-19. United Nations Coordinated Appeal. April – December 2020*, 28/03/2020, <https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Global-Humanitarian-Response-Plan-COVID-19.pdf> [consulté le 01/06/2020]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Bulletin humanitaire. République centrafricaine. Numéro 53 | Mars 2020*, 04/2020,

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Bulletin%20humanitaire%20R%C3%A9publique%20centrafricaine%20Num%C3%A9ro%2053%2C%20Mars%202020.pdf> [consulté le 01/06/2020]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *République centrafricaine. Aperçu des incidents ayant touché les organisations humanitaires*, 04/05/2020,

[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha\\_car\\_snapshot\\_incidents\\_2020\\_april\\_fr.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_car_snapshot_incidents_2020_april_fr.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *République centrafricaine. Aperçu des mouvements de population en mars 2020*, 05/05/2020,

[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha\\_carte\\_deplacement\\_fr\\_april\\_2020.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_carte_deplacement_fr_april_2020.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Augmentation des attaques contre les organisations humanitaires dans la ville de Ndélé*, 09/05/2020,

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Communiqué%20de%20Presse%20sur%20Ndele.pdf> [consulté le 01/06/2020]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *République Centrafricaine : Tableau de bord humanitaire (janvier - mars 2020)*, 18/05/2020,

[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha\\_car\\_dashboard\\_trim12020\\_fr.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_car_dashboard_trim12020_fr.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification, IPC), *République centrafricaine: Actualisation de la projection : Période de Mai à Aout 2020 (soudure)*, 13/05/2020,

[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC\\_CAR\\_AcuteFoodInsec\\_2020MayAug\\_Snapshot\\_French\\_.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IPC_CAR_AcuteFoodInsec_2020MayAug_Snapshot_French_.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Center for Systems Science and Engineering (CSSE) at Johns Hopkins University (JHU), *COVID-19 Dashboard*, 01/06/2020, <https://www.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>

[consulté le 01/06/2020]

Comité international de la Croix-Rouge (CICR), *République centrafricaine : Affecté par la criminalité, le CICR contraint de réduire ses opérations dans le Nana-Grébizi*, 12/02/2020,

<https://www.icrc.org/fr/document/republique-centrafricaine-affecte-par-la-criminalite-le-cicr-contraint-de-reduire-ses> [consulté le 01/06/2020]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA / CGRS) - Cedoca, *Nota. ACLED: méthodologie*, 21/05/2019, [https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota\\_acled-methodologie\\_20190521.pdf](https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf)

[consulté le 21/05/2019]

Conseil des droits de l'homme des Nations unies, *Situation des droits de l'homme en République centrafricaine. Rapport de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine*.

A/HRC/42/61, 09/08/2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/G1924102.pdf> [consulté le 01/06/2020]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Lettre datée du 26 juillet 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2339 (2017)*. S/2017/639, 26/07/2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1720947.pdf> [consulté le 21/02/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Letter dated 6 December 2017 from the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to resolution 2339 (2017) addressed to the President of the Security Council*. S/2017/1023, 06/12/2017, [https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s\\_2017\\_1023.pdf](https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2017_1023.pdf) [consulté le 20/02/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine*.

S/2018/125, 15/02/2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1802859.pdf> [consulté le 01/06/2020]

Conseil de sécurité des Nations unies, *La situation en République centrafricaine. Rapport du Secrétaire général. S/2018/611*, 18/06/2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1816750.pdf> [consulté le 18/02/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Lettre datée du 23 juillet 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2399 (2018) du Conseil de sécurité. S/2018/729*, 23/07/2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1821864.pdf> [consulté le 21/02/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Lettre datée du 14 décembre 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2399 (2018). S/2018/1119*, 14/12/2018, <https://undocs.org/fr/S/2018/1119> [consulté le 20/02/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2019/147*, 15/02/2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S\\_2019\\_147\\_F.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2019_147_F.pdf) [consulté le 04/03/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2019/498*, 17/06/2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S\\_2019\\_498\\_F.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2019_498_F.pdf) [consulté le 16/09/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2019/822*, 15/10/2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S\\_2019\\_822\\_F.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2019_822_F.pdf) [consulté le 25/10/2019]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Résolution 2499 (2019). Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 8666<sup>e</sup> séance, le 15 novembre 2019. S/RES/2499 (2019)*, 15/11/2019, [https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/s\\_2019\\_2499\\_resolution\\_mandate\\_minusca\\_fra.pdf](https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/s_2019_2499_resolution_mandate_minusca_fra.pdf) [consulté le 19/03/2020]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Lettre datée du 6 décembre 2019, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2454 (2019). S/2019/930*, 14/12/2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S\\_2019\\_930\\_F.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2019_930_F.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Lettre datée du 31 décembre 2019, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général. S/2019/1008*, 31/12/2019, <http://undocs.org/fr/S/2019/1008> [consulté le 01/06/2020]

Conseil de sécurité des Nations unies, *République centrafricaine. Rapport du Secrétaire général. S/2020/124*, 14/02/2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S\\_2020\\_124\\_F.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2020_124_F.pdf) [consulté le 19/03/2020]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Lettre datée du 20 février 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président de la formation République centrafricaine de la Commission de la consolidation de la paix. S/2020/131*, 27/02/2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S\\_2020\\_131\\_F.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2020_131_F.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Liste complète des membres du gouvernement de Firmin Ngrébada II après entente d'Addis-Abeba*, 22/03/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/liste-complete-des-membres-du-gouvernement-de-firmin-ngrebada-ii-apres-entente-daddis-abeba/> [consulté le 16/09/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Centrafrique : 18 morts et une quarantaine de blessés dans une attaque des groupes rebelles au sud-est*, 06/04/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-18-morts-et-une-quarantaine-de-blesses-dans-une-attaque-des-groupes-rebelles-au-sud-est/> [consulté le 17/09/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Mbata A.), *Centrafrique : Opération « Wegnyen negoye » de la Minusca contre le 3R*, 01/06/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-operation-wegnyen-negoye-de-la-minusca-contre-le-3r/> [consulté le 19/09/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Les Faca et ses nouvelles recrues à Bouar*, 18/09/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/les-faca-et-ses-nouvelles-recrues-a-bouar1111/> [consulté le 08/10/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Nouvelle débâcle du FPRC à Amdafock, Abdoulaye Miskine pris entre les deux feux*, 14/10/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/nouvelle-debacle-du-fprc-a-amdafock-abdoulaye-miskine-pris-entre-les-deux-feux/> [consulté le 15/10/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Centrafrique : L'Autorité Nationale des Elections dévoile le calendrier provisoire des élections couplées*, 18/11/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-lautorite-nationale-des-elections-devoile-le-calendrier-provisoire-des-elections-couplees/> [consulté le 01/06/2020]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Opération Gboulo contre les ex-Seleka à Bangui, au moins 6 morts*, 22/11/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/operation-gboulo-contre-les-ex-seleka-a-bangui-au-moins-6-morts/> [consulté le 01/06/2020]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Alindao : un commandant de l'UPC tué dans l'affrontement avec les FACA jeudi*, 10/01/2020, <https://corbeaunews-centrafrique.com/alindao-un-commandant-de-lupc-tue-dans-laffrontement-avec-les-faca-jeudi/> [consulté le 01/06/2020]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Lenga G.), *RCA : Tension entre les populations de Bouar et les ex-combattants démobilisés de 3R*, 25/01/2020, <https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-tension-entre-les-populations-de-bouar-et-les-ex-combattants-demobilises-de-3r/> [consulté le 01/06/2020]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *RCA : arrestation de deux importants chefs Anti-Balaka soupçonnés de crimes de guerre*, 30/03/2020, <https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-arrestation-de-deux-importants-chefs-anti-balaka-soupconnes-de-crimes-de-guerre/> [consulté le 01/06/2020]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *RCA : destruction complète de la base avancée de la Minusca à Béboua*, 10/04/2020, <https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-destruction-complete-de-la-base-avancee-de-la-minusca-a-beboura/> [consulté le 01/06/2020]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *RCA : massacre de Ndélé, le bilan s'élève à plus de 40 morts, et le marché central incendié*, 11/03/2020, <https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-massacre-de-nde-le-bilan-seleve-a-plus-de-40-morts-et-le-marche-central-incendie/> [consulté le 01/06/2020]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Banafio M.), *RCA : combat de Ndélé, le bilan s'élève à 37 morts, et les RPRC se positionnent dans la ville*, 30/04/2020, <https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-combat-de-nde-le-bilan-seleve-a-37-morts-et-les-rprc-se-positionnent-dans-la-ville/> [consulté le 01/06/2020]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Lenga G.), *RCA : Baboua, une ville fantôme abandonnée aux rebelles de 3R*, 05/05/2020, <https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-baboua-une-ville-fantome-abandonnee-aux-rebelles-de-3r/> [consulté le 01/06/2020]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Banafio M.), *RCA : Ndélé, 6 personnes tuées dans un affrontement intergroupe armé*, 13/05/2020, <https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-nde-le-6-personnes-tuees-dans-un-affrontement-intergroupe-arme/> [consulté le 01/06/2020]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Zibaya C.), *RCA : Ouham-Péndé, panique au village Koundili, les rebelles de 3R occupent à nouveau le village*, 28/05/2020, <https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-ouham-pende-panique-au-village-koundili-les-rebelles-de-3r-occupent-a-nouveau-le-village/> [consulté le 01/06/2020]

Crisis Tracker, *Dominic Ongwen's Domino Effect*, 01/2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Dominic-Ongwens-Domino-Effect-January-2017.pdf> [consulté le 01/06/2020]

Egmont Royal Institute for International Relations (Knoope P., Buchanan-Clarke S., Arnould V.), *Going the Extra Mile for the 2020 Elections in the Central African Republic. Africa Policy Brief No. 32*, 05/2020, <http://www.egmontinstitute.be/content/uploads/2020/05/2020-elections-peace-process-CAR.pdf> [consulté le 01/06/2020]

Enough Project (Dukhan N.), *Prolifération II: La frénésie du pouvoir et les guerres d'influence aux origines de l'escalade des violences sectaires en République centrafricaine*, 06/11/2018, [https://enoughproject.org/wp-content/uploads/ProliferationII\\_Enough\\_Nov2018-web.pdf](https://enoughproject.org/wp-content/uploads/ProliferationII_Enough_Nov2018-web.pdf) [consulté le 20/02/2019]

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), *Centrafrique: « Ils doivent tous partir ou mourir »*, 06/2014, [https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport\\_rca\\_2014-uk-04.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport_rca_2014-uk-04.pdf) [consulté le 20/02/2019]

Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children Fund, UNICEF) (Muhigana C.), *République centrafricaine : des millions d'enfants toujours en danger, un an après l'accord de paix*, 06/02/2020, <https://www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/r%C3%A9publique-centrafricaine-des-millions-denfants-toujours-en-danger-un-apr%C3%A8s> [consulté le 01/06/2020]

Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children Fund, UNICEF), *Coronavirus (COVID-19). Situation Report n°3. Reporting Period: 1-15 May 2020*, 05/2020,

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/CORRIGENDUM%20-%20UNICEF%20Central%20African%20Republic%20Humanitarian%20Situation%20Report%20COVID-19%20No.%203%20-%2015%20May%202020.pdf> [consulté le 01/06/2020]

Global Education Cluster, Education Cannot Wait, Reach, *Analyse des barrières d'accès à l'éducation. République centrafricaine*, 05/2020, [https://www.impact-repository.org/document/reach/84710237/REACH\\_CAR\\_FGD-Profiles-compil%C3%A9s\\_v3\\_AS.pdf](https://www.impact-repository.org/document/reach/84710237/REACH_CAR_FGD-Profiles-compil%C3%A9s_v3_AS.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Conclusions préliminaires. Mission de surveillance du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République centrafricaine (RCA)*, 14/01/2014, [www.ohchr.org/Documents/Countries/CF/CARPreliminaryReport2014French.doc](http://www.ohchr.org/Documents/Countries/CF/CARPreliminaryReport2014French.doc) [consulté le 15/02/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Des milliers de réfugiés centrafricains rentrent chez eux depuis la RDC*, 22/11/2019, <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2019/11/5dd7c5a9a/milliers-refugies-centrafricains-rentrent-rdc.html> [consulté le 01/06/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Le chef du HCR commence sa visite en République centrafricaine, accueille des réfugiés de retour dans leur pays*, 03/12/2019, <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/12/5de67d81a/chef-hcr-commence-visite-republique-centrafricaine-accueille-refugies-retour.html> [consulté le 01/06/2020]

Huffington Post, *Centrafrique: le président Michel Djotodia et son Premier ministre Nicolas Tiangaye ont démissionné*, 10/01/2014, [http://www.huffingtonpost.fr/2014/01/10/centrafrique-president-djotodia-demission\\_n\\_4574154.html](http://www.huffingtonpost.fr/2014/01/10/centrafrique-president-djotodia-demission_n_4574154.html) [consulté le 15/02/2019]

Human Rights Watch (HRW), « *Je peux encore sentir l'odeur des morts* ». *La crise oubliée des droits humains en République centrafricaine*, 09/2013, [https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/car0913fr\\_ForUpload.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/car0913fr_ForUpload.pdf) [consulté le 15/02/2019]

Human Rights Watch (HRW), *République centrafricaine : Un nouveau groupe armé sème la terreur*, 20/12/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/12/20/republique-centrafricaine-un-nouveau-groupe-arme-seme-la-terreur> [consulté le 12/10/2017]

Human Rights Watch (HRW), *Meurtres impunis. Crimes de guerre, crimes contre l'humanité et la Cour pénale spéciale en République centrafricaine*, 07/2017, [https://www.hrw.org/sites/default/files/report\\_pdf/car0717fr\\_web\\_7.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/car0717fr_web_7.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Human Rights Watch (HRW), *République centrafricaine : Ne pas récompenser les chefs de guerre*, 24/04/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/04/24/republique-centrafricaine-ne-pas-recompenser-les-chefs-de-guerre> [consulté le 01/06/2020]

Human Rights Watch (HRW), *République centrafricaine : Un groupe armé a tué 46 civils*, 18/07/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/07/18/republique-centrafricaine-un-groupe-arme-tue-46-civils> [consulté le 19/09/2019]

Human Rights Watch (HRW), *République centrafricaine : La nouvelle Cour devrait intensifier ses activités*, 24/07/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/07/24/republique-centrafricaine-la-nouvelle-cour-devrait-intensifier-ses-activites> [consulté le 01/06/2020]

Human Rights Watch (HRW) (Mudge L.), *Bozizé de retour en République centrafricaine*, 23/12/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/12/23/bozize-de-retour-en-republique-centrafricaine> [consulté le 01/06/2020]

Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2020. République centrafricaine : Événements de 2019*, 14/01/2020, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2020/country-chapters/336594> [consulté le 01/06/2020]

Human Rights Watch (HRW) (Mudge L.), *Djotodia de retour en République centrafricaine*, 15/01/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/01/15/djotodia-de-retour-en-republique-centrafricaine> [consulté le 01/06/2020]

- Human Rights Watch (HRW) (Mudge L.), *Priorité à la justice en République centrafricaine*, 07/02/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/02/07/priorite-la-justice-en-republique-centrafricaine> [consulté le 01/06/2020]
- Institut français des relations internationales (IFRI) (Vircoulon T.), *Ecosystème des groupes armés en Centrafrique*, 04/2020, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon\\_groupes\\_armes\\_rca\\_2020\\_1.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon_groupes_armes_rca_2020_1.pdf) [consulté le 01/06/2020]
- Institute for Security Studies (ISS) – Peace and Security Council Report (PSC Report), *The AU saves the CAR deal in extremis, but it needs to do more*, 23/04/2019, <https://issafrica.org/pscreport/psc-insights/the-au-saves-the-car-deal-in-extremis-but-it-needs-to-do-more> [consulté le 01/06/2020]
- Institute for Security Studies (ISS) - Peace and Security Council Report (PSC Report), *The CAR's peace deal under threat*, 01/10/2019, <https://issafrica.org/pscreport/psc-insights/the-cars-peace-deal-under-threat> [consulté le 01/06/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Centrafrique : les racines de la violence*, 21/09/2015, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-roots-violence> [consulté le 18/02/2019]
- International Crisis Group (ICG), *Eviter le pire en République centrafricaine*, 28/09/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/253-avoiding-worst-central-african-republic> [consulté le 01/06/2020]
- International Crisis Group (ICG), *République centrafricaine : des pourparlers à la paix*, 28/01/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-getting-talks-peace> [consulté le 15/02/2019]
- International Crisis Group (ICG), *Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès*, 18/06/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/277-making-central-african-republics-latest-peace-agreement-stick> [consulté le 18/09/2019]
- International Crisis Group (ICG), *Crisiswatch: December 2019*, 01/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch-2019-december-trends-january-alerts> [consulté le 01/06/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Crisiswatch : January 2020*, 02/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/february-alerts-and-january-trends-2020> [consulté le 01/06/2020]
- International Crisis Group (ICG) (Heungoup H.), *À la recherche de l'État en République centrafricaine*, 13/03/2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/search-state-central-african-republic> [consulté le 01/06/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Crisiswatch: February 2020*, 03/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/march-alerts-and-february-trends-2020> [consulté le 01/06/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Crisiswatch: March 2020*, 04/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/april-alerts-and-march-trends-2020> [consulté le 01/06/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Crisiswatch: April 2020*, 05/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/may-alerts-and-april-trends-2020> [consulté le 01/06/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Crisiswatch: May 2020*, 06/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/june-alerts-and-may-trends-2020> [consulté le 01/06/2020]
- International Peace Information Service (IPIS), Danish Institute for International Studies (DIIS) (Schouten P.), *Central African Republic: A Conflict Mapping*, 08/2018, [https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2018/09/1809-CAR-conflict-mapping\\_web.pdf](https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2018/09/1809-CAR-conflict-mapping_web.pdf) [consulté le 21/02/2019]
- Jeune Afrique, *Centrafrique : la Minusca prend officiellement le relais de la Misca*, 15/09/2014, <https://www.jeuneafrique.com/44540/politique/centrafrique-la-minusca-prend-officiellement-le-relais-de-la-misca/> [consulté le 01/06/2020]
- Jeune Afrique, *Centrafrique : quand la France dénonce les « ambitions voilées » de la Russie... sans la nommer*, 06/11/2018, <https://www.jeuneafrique.com/658960/politique/centrafrique-quand-la-france-denonce-les-ambitions-voilees-de-la-russie-sans-la-nommer/> [consulté le 01/06/2020]

- Jeune Afrique, *Centrafrique : un nouveau gouvernement sans changement dans les ministères régaliens*, 03/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/744294/politique/centrafrique-un-nouveau-gouvernement-sans-changement-dans-les-ministeres-regaliens/> [consulté le 24/03/2020]
- Jeune Afrique, *Accord de paix en Centrafrique : 5 des 14 groupes armés signataires désavouent le gouvernement*, 04/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/744690/politique/accord-de-paix-en-centrafrique-5-des-14-groupes-armes-signataires-desavouent-le-gouvernement/> [consulté le 13/03/2019]
- Jeune Afrique, *Centrafrique : autorités et groupes armés s'accordent sur un nouveau gouvernement inclusif*, 20/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/752022/politique/centrafrique-autorites-et-groupes-armes-s'accordent-sur-un-nouveau-gouvernement-inclusif/> [consulté le 25/03/2019]
- Jeune Afrique, *Centrafrique : les groupes armés gagnent des portefeuilles dans le nouveau gouvernement*, 22/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/753248/politique/centrafrique-les-groupes-armes-gagnent-des-portefeuilles-dans-le-nouveau-gouvernement/> [consulté le 25/03/2019]
- Jeune Afrique, *Centrafrique : les élections présidentielle et législatives fixées au 27 décembre 2020*, 20/06/2019, <https://www.jeuneafrique.com/791449/politique/centrafrique-les-elections-presidentielle-et-legislatives-fixees-au-27-decembre-2020/> [consulté le 01/06/2020]
- Jeune Afrique (Pabandji P.), *Centrafrique : Bangui s'inquiète de l'alliance du chef rebelle Abdoulaye Miskine avec un nouveau groupe armé*, 19/08/2019, <https://www.jeuneafrique.com/816408/politique/centrafrique-bangui-s'inquiete-de-l'alliance-du-chef-rebelle-abdoulaye-miskine-avec-un-nouveau-groupe-arme/> [consulté le 19/09/2019]
- Jeune Afrique (Olivier M.), *Russie-Afrique : Centrafrique, le pays des Soviets ?*, 20/08/2019, <https://www.jeuneafrique.com/maq/814887/politique/russie-afrique-centrafrique-bienvenue-au-pays-des-soviets/> [consulté le 01/06/2020]
- Jeune Afrique, *Centrafrique : l'allègement de l'embargo sur les armes ne va pas bouleverser la donne*, 15/09/2019, <https://www.jeuneafrique.com/829853/politique/centrafrique-lallegement-de-lembarqo-sur-les-armes-ne-va-pas-bouleverser-la-donne/> [consulté le 15/10/2019]
- Jeune Afrique (Grilhot G.), *Centrafrique : à peine rentré à Bangui, Karim Meckassoua s'attaque à Faustin-Archange Touadéra*, 24/10/2019, <https://www.jeuneafrique.com/847224/politique/centrafrique-a-peine-rentre-a-bangui-karim-meckassoua-s'attaque-a-faustin-archange-touadera/> [consulté le 01/06/2020]
- Jeune Afrique, *Centrafrique : l'armée de retour à Kaga Bandoro, un carrefour stratégique dans le Nord*, 12/11/2019, <https://www.jeuneafrique.com/781799/politique/centrafrique-larmee-de-retour-a-kaga-bandoro-un-carrefour-strategie-dans-le-nord/> [consulté le 01/06/2020]
- Jeune Afrique, *Centrafrique : Bangui réclame l'extradition du chef de guerre Abdoulaye Miskine, arrêté au Tchad*, 20/11/2019, <https://www.jeuneafrique.com/859394/societe/centrafrique-bangui-reclame-lextradition-du-chef-de-guerre-abdoulaye-miskine-arrete-au-tchad/> [consulté le 01/06/2020]
- Jeune Afrique (Olivier M.), *Centrafrique : qui en veut au Premier ministre Firmin Ngrebada ?*, 30/03/2020, <https://www.jeuneafrique.com/916510/politique/centrafrique-qui-en-veut-au-premier-ministre-firmin-ngrebada/> [consulté le 01/06/2020]
- Jeune Afrique (Pabandji P.), *Centrafrique : le KNK dénonce une tentative d'arrestation de François Bozizé par les autorités*, 06/04/2020, <https://www.jeuneafrique.com/922236/politique/centrafrique-le-krank-denonce-une-tentative-darrestation-de-francois-bozize-par-les-autorites/> [consulté le 01/06/2020]
- Koaci, *Centrafrique: Naissance d'un nouveau groupe armé, opposé à l'accord de Khartoum*, 05/06/2019, [https://www.koaci.com/article/2019/06/05/centrafrique/politique/centrafrique-naissance-dun-nouveau-groupe-arme-oppose-a-laccord-de-khartoum\\_131598.html](https://www.koaci.com/article/2019/06/05/centrafrique/politique/centrafrique-naissance-dun-nouveau-groupe-arme-oppose-a-laccord-de-khartoum_131598.html) [consulté le 15/10/2019]
- L'Express, *Centrafrique: l'élection de la nouvelle présidente de transition saluée par Hollande*, 20/01/2014, [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/centrafrique-la-maire-de-bangui-elue-presidente-de-transition\\_1315739.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/centrafrique-la-maire-de-bangui-elue-presidente-de-transition_1315739.html) [consulté le 15/02/2019]
- La Libre Belgique, *Centrafrique: une dizaine de tués dans des combats entre milices vendredi*, 30/09/2019, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/centrafrique-une-dizaine-de-tues-dans-des-combats-entre-milices-vendredi-5d9279a2d8ad584f7c0c1815> [consulté le 15/10/2019]

- Le Figaro, *Centrafrique: deuxième démission d'un chef de guerre du gouvernement*, 05/09/2019, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/centrafrique-deuxieme-demission-d-un-chef-de-guerre-du-gouvernement-20190905> [consulté le 01/06/2020]
- Le Monde (Loubière T.), *Six clés pour comprendre le conflit en République centrafricaine*, 05/12/2013, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/05/republique-centrafricaine-le-conflit-en-six-points\\_3526169\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/05/republique-centrafricaine-le-conflit-en-six-points_3526169_3212.html) [consulté le 15/02/2019]
- Le Monde, *Centrafrique : l'opération Sangaris prolongée*, 25/02/2014, [https://www.lemonde.fr/international/article/2014/02/25/centrafrique-les-deputes-autorisent-la-prolongation-de-l-operation-sangaris\\_4373207\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2014/02/25/centrafrique-les-deputes-autorisent-la-prolongation-de-l-operation-sangaris_4373207_3210.html) [consulté le 22/02/2019]
- Le Monde (Grilhot G.), *En Centrafrique, l'accord de paix promet les chefs de guerre mais les violences perdurent*, 18/04/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/18/en-centrafrique-l-accord-de-paix-promet-les-chefs-de-guerre-mais-les-violences-perdurent\\_5452204\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/18/en-centrafrique-l-accord-de-paix-promet-les-chefs-de-guerre-mais-les-violences-perdurent_5452204_3212.html) [consulté le 17/09/2019]
- Le Monde, *Centrafrique : l'ONU condamne des affrontements « d'une rare violence » entre groupes armés*, 03/09/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/03/centrafrique-l-onu-condamne-des-affrontements-d-une-rare-violence-entre-groupes-armes\\_5505757\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/03/centrafrique-l-onu-condamne-des-affrontements-d-une-rare-violence-entre-groupes-armes_5505757_3212.html) [consulté le 08/10/2019]
- Le Monde, *En Centrafrique, le bilan des combats de Birao atteint les trente-huit morts*, 17/09/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/17/en-centrafrique-le-bilan-des-combats-de-birao-atteint-les-trente-huit-morts\\_5511389\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/17/en-centrafrique-le-bilan-des-combats-de-birao-atteint-les-trente-huit-morts_5511389_3212.html) [consulté le 08/10/2019]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Du Cameroun à la Centrafrique, le voyage retour des réfugiés*, 29/10/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/29/du-cameroun-a-la-centrafrique-le-voyage-retour-des-refugies\\_6017359\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/29/du-cameroun-a-la-centrafrique-le-voyage-retour-des-refugies_6017359_3212.html) [consulté le 01/06/2020]
- Le Monde (Grilhot G.), *En Centrafrique, l'accord de paix, malgré tout*, 29/01/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/01/29/en-centrafrique-l-accord-de-paix-malgre-tout\\_6027706\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/01/29/en-centrafrique-l-accord-de-paix-malgre-tout_6027706_3212.html) [consulté le 01/06/2020]
- Le Monde (Grilhot G., Nooten C.), *Centrafrique : à l'ONU, la France fait des concessions à la Russie sur l'embargo militaire*, 03/02/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/03/centrafrique-a-l-onu-la-france-fait-des-concessions-a-la-russie-sur-l-embargo-militaire\\_6028238\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/03/centrafrique-a-l-onu-la-france-fait-des-concessions-a-la-russie-sur-l-embargo-militaire_6028238_3212.html) [consulté le 01/06/2020]
- Le Monde, *Centrafrique : cinq chefs d'une milice anti-balaka condamnés pour « crimes contre l'humanité »*, 07/02/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/07/centrafrique-cinq-chefs-d-une-milice-anti-balaka-condamnes-pour-crimes-contre-l-humanite\\_6028826\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/07/centrafrique-cinq-chefs-d-une-milice-anti-balaka-condamnes-pour-crimes-contre-l-humanite_6028826_3212.html) [consulté le 01/06/2020]
- Le Monde (Grilhot G.), *Coronavirus : l'Union européenne ouvre un pont aérien vers la Centrafrique*, 08/05/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/08/coronavirus-l-union-europeenne-ouvre-un-pont-aerien-vers-la-centrafrique\\_6039074\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/08/coronavirus-l-union-europeenne-ouvre-un-pont-aerien-vers-la-centrafrique_6039074_3212.html) [consulté le 01/06/2020]
- Le Monde (Grilhot G.), *En Centrafrique, la Cour pénale spéciale passe à la vitesse supérieure*, 27/05/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/26/en-centrafrique-la-cour-penale-speciale-passe-a-la-vitesse-superieure\\_6040801\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/26/en-centrafrique-la-cour-penale-speciale-passe-a-la-vitesse-superieure_6040801_3212.html) [consulté le 01/06/2020]
- Le Point, *Centrafrique : la France met officiellement fin à l'opération Sangaris*, 31/10/2016, [https://www.lepoint.fr/monde/centrafrique-la-france-met-officiellement-fin-a-l-operation-sangaris-31-10-2016-2079807\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/centrafrique-la-france-met-officiellement-fin-a-l-operation-sangaris-31-10-2016-2079807_24.php) [consulté le 22/02/2019]
- Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *La MINUSCA se réjouit de la phase 1 de l'opération dans l'ouest et réitère son appel à Sidiki*, 16/10/2019, <https://minusca.unmissions.org/la-minusca-se-r%C3%A9jouit-de-la-phase-1-de-l%E2%80%99op%C3%A9ration-dans-l%E2%80%99ouest-et-r%C3%A9it%C3%A9re-son-appel-%C3%A0-sidiki> [consulté le 01/06/2020]
- Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *PK5 officiellement déclarée "zone sans armes"*, 31/12/2019, <https://minusca.unmissions.org/pk5-officiellement-d%C3%A9clar%C3%A9e-%E2%80%9Dzone-sans-armes%E2%80%9D> [consulté le 01/06/2020]
- Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *A Bria, le préfet et la MINUSCA soulignent le retour progressif de la paix grâce à la mise en œuvre de l'accord de paix*,

22/01/2020, <https://minusca.unmissions.org/bria-le-pr%C3%A9fet-et-la-minusca-souignent-le-retour-progressif-de-la-paix-grace-%C3%A0-la-mise-en-%C5%93uvre-de> [consulté le 01/06/2020]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *1000 nouvelles FSI font alléger au drapeau national*, 28/02/2020, <https://minusca.unmissions.org/1000-nouvelles-fsi-font-all%C3%A9ger-au-drapeau-national> [consulté le 01/06/2020]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *Un casque bleu de la MINUSCA mort lors d'une attaque d'anti-balakas à Grimari*, 15/03/2020, <https://minusca.unmissions.org/un-casque-bleu-de-la-minusca-mort-lors-d%E2%80%99une-attaque-d%E2%80%99anti-balakas-grimari> [consulté le 01/06/2020]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) - Division des Droits de l'Homme, *Rapport trimestriel. Octobre-novembre-décembre 2019*, 03/2020, <https://minusca.unmissions.org/rapports-droits-de-lhomme-rca> [consulté le 01/06/2020]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) - Division des droits de l'homme, *DDH Rapport trimestriel. Janvier – Février – Mars 2020*, 04/2020, [https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/ddh\\_rapport\\_trimestriel\\_janvier-fevrier-mars\\_2020.pdf](https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/ddh_rapport_trimestriel_janvier-fevrier-mars_2020.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *La MINUSCA renforce son dispositif à Ndele pour protéger les civils et les humanitaires et prévenir de nouvelles attaques*, 06/05/2020, <https://minusca.unmissions.org/la-minusca-renforce%C2%A0son-dispositif-nde-le-pour-protéger-les-civils-et-les-humanitaires-et-prevenir-de> [consulté le 01/06/2020]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *La MINUSCA lance deux nouvelles opérations de protection et sécurisation dans la région centre de la RCA*, 17/05/2020, <https://minusca.unmissions.org/la-minusca-lance-deux-nouvelles-op%C3%A9rations-de-protection-et-s%C3%A9curisation-dans-la-r%C3%A9gion-centre-de-la> [consulté le 01/06/2020]

Mondafrique (Boukhris A.), *Centrafrique, de nouveaux combats fratricides entre groupes armés*, 19/10/2019, <https://mondafrique.com/centrafrique-de-nouveaux-combats-fratricides-entre-groupes-armes/> [consulté le 23/10/2019]

Mondafrique (Boukhris A.), *Centrafrique, des relations tendues avec l'ONU*, 02/03/2020, <https://mondafrique.com/centrafrique-des-relations-tendues-avec-lonu/> [consulté le 01/06/2020]

Mondafrique (Boukhris A.), *Centrafrique, un dramatique conflit interethnique*, 28/03/2020, <https://mondafrique.com/centrafrique-un-dramatique-conflit-interethnique/> [consulté le 01/06/2020]

ONU Info, *En RCA, entre 50 et 70 violations de l'accord de paix sont rapportées chaque semaine (ONU)*, 20/06/2019, <https://news.un.org/fr/story/2019/06/1046021> [consulté le 01/06/2020]

ONU Info, *RCA : les groupes armés entravent l'amélioration de la sécurité, selon l'envoyé de l'ONU*, 20/02/2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/02/1062231> [consulté le 01/06/2020]

ONU Info, *RCA : le Conseil de sécurité condamne les violences perpétrées par des groupes armés*, 27/02/2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/02/1062751> [consulté le 01/06/2020]

Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Matrice de suivi des déplacements (DTM). République centrafricaine (RCA). Dashboard #9*, 03/2020, [https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/Dashboard\\_DTM\\_CAR\\_Fr\\_Rd9\\_Final.pdf?file=1&type=node&id=8154](https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/Dashboard_DTM_CAR_Fr_Rd9_Final.pdf?file=1&type=node&id=8154) [consulté le 01/06/2020]

Organisation mondiale de la santé (OMS), *Rapport de situation N°8. Semaine épidémiologique 14 (30/03/2020 au 05/04/2020)*, 06/04/2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rca\\_who\\_rapport\\_de\\_situation\\_n\\_8\\_epidemie\\_de\\_rougeole.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rca_who_rapport_de_situation_n_8_epidemie_de_rougeole.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Rapport sur le développement humain 2019. Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXIe siècle*, 2019, [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr\\_2019\\_overview\\_-\\_french.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *RCA: la levée de l'embargo sur les armes en discussion avec l'ONU*, 14/07/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160714-rca-levee-embargo-armes-discussion-onu-centrafrique> [consulté le 20/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: le gouvernement et 14 groupes armés paraphent l'accord de paix de Khartoum*, 05/02/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190205-rca-accord-paix-paraphe-khartoum-groupes-armes-gouvernement> [consulté le 19/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: le processus de paix remis en cause par certains groupes armés*, 04/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190304-rca-processus-paix-remis-cause-groupes-armes-fprc-fdpc-mlci> [consulté le 13/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: un accord trouvé entre le pouvoir et les groupes armés*, 20/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190320-accord-paix-rca-signataires-s-accordent-nouveau-gouvernement> [consulté le 25/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: un nouveau groupe armé voit le jour dans le Nord*, 05/06/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190605-rca-nouveau-groupe-arme-voit-le-jour-le-nord> [consulté le 15/10/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: des groupes d'auto-défense s'affrontent à Bangui*, 11/07/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190711-rca-groupes-auto-defense-s-affrontent-bangui-pk5> [consulté le 19/09/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: «La baisse des violences est tendancielle» (Mankeur Ndiaye, ONU)*, 13/08/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190812-rca-baisse-violences-tendancielle-mankeur-ndiaye-onu-minusca> [consulté le 19/09/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: retour progressif à la normale à Bambari*, 28/08/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190828-rca-retour-progressif-normale-bambari> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *RCA: à Birao, les tensions et affrontements continuent*, 03/09/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190902-rca-birao-ville-morte-tensions-affrontements-continuent> [consulté le 08/10/2019]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: un haut-gradé de l'ex-Seleka condamné à six ans de prison ferme*, 23/09/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190923-rca-abdoulaye-alkali-said-justice-condamnation-seleka-six-ans-prison-ferme> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Les Forces armées centrafricaines font leur retour à Bria*, 25/09/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190924-centrafrique-retour-forces-armees-bria> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *RCA: première manifestation autorisée de la plateforme d'opposition E Zingo Biani*, 30/09/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190930-rca-manifestation-opposition-bangui-e-zingo-biani> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: le FPRC perd une troisième ville dans l'extrême nord-est du pays*, 15/10/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20191015-centrafrique-le-fprc-perd-une-troisieme-ville-extreme-nord-est-pays> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *RCA: des combattants FRPC transférés à Bangui*, 20/10/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20191020-rca-combattants-fprc-transferes-bangui> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *RCA: l'UPC élargit son périmètre d'influence sur le territoire*, 27/10/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20191026-rca-upc-minsuca-darass-perimetre-territoire> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Retour au pays pour 400 réfugiés centrafricains en provenance du Cameroun*, 28/10/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20191028-centrafrique-retour-pays-400-refugies-provenance-cameroun> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *[Reportage] En Centrafrique, avec les déplacés de Birao*, 07/11/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20191106-centrafrique-deplaces-birao> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: à Birao, la communauté rounga s'inquiète de possibles représailles*, 11/11/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20191111-centrafrique-birao-rounga-situation-tendue> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *RCA: des villes de garnison comme nouvelle stratégie militaire*, 15/11/2019, <http://www.rfi.fr/fr/emission/20191115-rca-villes-garnison-comme-nouvelle-strategie-militaire> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: affrontements meurtriers entre miliciens et commerçants au PK5*, 26/12/2019, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191226-centrafrique-affrontements-meurtriers-entre-miliciens-commerçants-pk5> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: situation toujours tendue à Alindao après des affrontements*, 15/01/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200115-centrafrique-combats-arindao-upc-situation-tendue-affrontement-semaine> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Clashes in diamond hub shed light on C.Africa's ethnic tensions*, 31/01/2020, <http://www.rfi.fr/en/wires/20200131-clashes-diamond-hub-shed-light-cafricas-ethnic-tensions> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: un an après sa signature, quel bilan pour l'accord de paix?*, 06/02/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200206-rca-centrafrique-an-signature-accord-paix-groupes-armés> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI) (Cosset C.), *Centrafrique: à Bangui, les commerçants du PK5 effacent les traces des dernières violences*, 10/02/2020, <http://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200210-centrafrique-%C3%A0-bangui-commer%C3%A7ants-effacent-traces-derni%C3%A8res-violences> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: la Coalition de l'opposition démocratique officiellement créée*, 11/02/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200211-centrafrique-coalition-opposition-démocratique-officiellement-crée-cod-20-20> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: la Minusca aux prises avec le FPRC à Birao*, 17/02/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200216-centrafrique-minusca-prises-fprc-birao> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *La Centrafrique se dote d'un premier foyer pour victimes de violences sexuelles*, 08/03/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200308-centrafrique-premier-foyer-femmes-violences-sexuelles-maison-espoir-journee-droits> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: la situation demeure préoccupante à Ndélé, selon l'ONU*, 09/03/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200309-centrafrique-situation-preoccupante-nd%C3%A9l%C3%A9-onu> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: violents affrontements à Ndélé*, 11/03/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200311-centrafrique-violents-affrontements-%C3%A0-nd%C3%A9l%C3%A9> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI) (Cosset C.), *Centrafrique: retour de l'imposition au PK5, un quartier de Bangui*, 25/03/2020, <http://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200325-centrafrique-retour-l-imposition-pk5-quartier-bangui> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Coronavirus: la Centrafrique opte pour le porte-à-porte à Bangui*, 04/04/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200404-centrafrique-coronavirus-porte-%C3%A0-porte-sensibilisation-population-bangui> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: les groupes armés veulent se faire entendre*, 26/04/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200425-centrafrique-groupes-armes-discussions-gouvernement-tensions> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: enquête judiciaire ouverte sur les massacres de Ndélé*, 07/05/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200507-centrafrique-enquête-judiciaire-ouverte-les-massacres-ndélé> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: Paoua se prépare à accueillir les premières unités mixtes*, 16/05/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200516-centrafrique-paoua-pr%C3%AAt-%C3%A0-accueillir-l-unit%C3%A9-mixte> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI) (Cosset C.), *Centrafrique: l'économie des villes de province fragilisée par la crise sanitaire*, 26/05/2020, <http://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200526-centrafrique-%C3%A9conomie-villes-province-fragilis%C3%A9e-la-crise-sanitaire> [consulté le 01/06/2020]

Radio France internationale (RFI), *Les conditions de travail des humanitaires toujours très risquées en Centrafrique*, 30/05/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200530-conditions-travail-humanitaires-risqu%C3%A9es-nde-ocha-centrafrique> [consulté le 01/06/2020]

Radio Ndeke Luka, *Basse Kotto : Au moins 18 morts dans une attaque à Zangba*, 05/04/2019, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securete/33542-basse-kotto-au-moins-18-morts-dans-une-attaque-a-zangba.html> [consulté le 17/09/2019]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique : l'Armée recrute 2600 nouveaux soldats en 2020*, 05/02/2020, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securete/35092-centrafrique-l-armee-recrute-2600-nouveaux-soldats-en-2020.html> [consulté le 01/06/2020]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique : Inquiétude face à la montée de l'insécurité dans la Mambéré-Kadéï et l'Ombella M'poko*, 03/03/2020, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securete/34670-rca-1023-nouveaux-soldats-desormais-operationnels.html> [consulté le 01/06/2020]

Radio Ndeke Luka, *Bria : Un nouvel accord de réconciliation entre groupes armés sur fond de tension ethnique*, 20/03/2020, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securete/35299-bria-un-nouvel-accord-de-reconciliation-entre-groupes-armes-sur-fond-de-tension-ethnique.html> [consulté le 01/06/2020]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique: La flambée des prix des denrées alimentaires inquiète les consommateurs*, 06/04/2020, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/societe/35370-centrafrique-la-flambee-des-prix-des-denrees-alimentaires-inquiete-les-consommateurs.html> [consulté le 01/06/2020]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique: Trois chefs de village tués par des hommes armés dans la région de Paoua*, 14/04/2020, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securete/35395-centrafrique-trois-chefs-de-village-tues-par-des-hommes-armes-dans-la-region-de-paoua.html> [consulté le 01/06/2020]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique: Dissolution de la plate-forme sociopolitique "E Zingo Biani"*, 27/04/2020, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/politique/35465-centrafrique-dissolution-de-la-plate-forme-sociopolitique-e-zingo-biani.html> [consulté le 01/06/2020]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique: Sept groupes armés signataires de l'accord de Khartoum suspendent leur participation dans le gouvernement*, 27/04/2020, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/politique/35466-centrafrique-sept-groupes-armes-signataires-de-l-accord-de-khartoum-suspendent-leur-participation-dans-le-gouvernement.html> [consulté le 01/06/2020]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique: Ndele pleure ses morts après les violents combats entre groupes armés*, 01/05/2020, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securete/35487-centrafrique-nde-pleure-ses-morts-apres-les-violents-combats-entre-groupes-armes.html> [consulté le 01/06/2020]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique: Abass Sidiki de retour dans le maquis?*, 15/05/2020, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securete/35558-centrafrique-abass-sidiki-de-retour-dans-le-maquis.html> [consulté le 01/06/2020]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique : Arrestation d'un influent chef du FPRC et 8 de ses éléments par la Minusca à Ndélé*, 21/05/2020, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securete/35594-centrafrique-arrestation-d-un-influent-chef-du-fprc-et-8-de-ses-elements-par-la-minusca-a-nde.html> [consulté le 01/06/2020]

Radio Ndeke Luka, *Centrafrique: Six travailleurs humanitaires kidnappés par des hommes armés à Batangafo*, 27/05/2020, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securete/35632-centrafrique-six-travailleurs-humanitaires-kidnappes-par-des-hommes-armes-a-batangafo.html> [consulté le 01/06/2020]

Refugees Operational Portal, *Situation Central African Republic Regional Refugee Response*, 30/04/2020, <https://data2.unhcr.org/en/situations/car> [consulté le 01/06/2020]

Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH), *Centrafrique : Abass Sidiki leader des 3R, reprend le maquis*, 18/05/2020, <https://rjdh.org/index.php/actu/item/951-centrafrique-abass-sidiki-leader-des-3r-reprend-le-maquis> [consulté le 01/06/2020]

Sobze Emaka G. S., *Le respect des droits de l'homme : un chantier toujours urgent*, in *MINUSCA Focus. Bulletin d'informations de la MINUSCA*, #14, 02/2020,

[https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/minuscafocus\\_an1-appr.pdf](https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/minuscafocus_an1-appr.pdf) [consulté le 01/06/2020]

Sputniknews (Simo A.), *Centrafrique: la composition du nouveau gouvernement met en péril le 8e accord de paix*, 07/03/2019, <https://fr.sputniknews.com/international/201903071040278206-centrafrique-composition-gouvernement-peril-accord-paix/> [consulté le 13/03/2019]

The Conversation (Vircoulon T.), *Centrafrique : échos lointains d'une crise oubliée*, 22/10/2019, <https://theconversation.com/centrafrique-echos-lointains-dune-crise-oubliee-124949> [consulté le 01/06/2020]

The Guardian (Losh J.), *Foreigners targeted in Central African Republic as coronavirus fears grow*, 10/04/2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/apr/10/foreigners-central-african-republic-coronavirus-fears-grow> [consulté le 01/06/2020]

The New Humanitarian, *Le nouvel accord peut-il ramener la paix en RCA ?*, 19/05/2015, <http://www.thenewhumanitarian.org/fr/analyses/2015/05/15/le-nouvel-accord-peut-il-ramener-la-paix-en-rca> [consulté le 15/02/2019]

The New Humanitarian (Surprenant A.), *Briefing: In Central African Republic, rebels fight on as peace deal falters*, 04/09/2019, <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2019/11/04/Central-African-Republic-rebels-fight-peace-deal> [consulté le 01/06/2020]

UN Geospatial Information Section, *Central African Republic. Map No. 4048 Rev. 9.1* [map], 02/2020, <https://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/car.pdf> [consulté le 01/06/2020]

UN News, *UN peacekeepers protecting hundreds displaced by Central African Republic fighting*, 15/01/2020, <https://news.un.org/en/story/2020/01/1055382> [consulté le 01/06/2020]

Voice of America (VOA), *Le PK5 de Bangui ne veut plus de groupe armé*, 31/01/2018, <https://www.voafrique.com/a/au-quartier-musulman-de-bangui-on-ne-veut-plus-de-groupe-arme/4232584.html> [consulté le 22/02/2019]

Voice of America (VOA), *L'ONU approuve un premier allègement de l'embargo sur les armes*, 13/09/2019, <https://www.voafrique.com/a/l-onu-approuve-un-premier-allègement-de-l-embargo-sur-les-armes/5082030.html> [consulté le 08/10/2019]

Voice of America (VOA), *Centrafrique: opération des casques bleus contre un groupe armé*, 27/09/2019, <https://www.voafrique.com/a/centrafrique-op%C3%A9ration-des-casques-bleus-contre-un-groupe-arm%C3%A9/5100848.html> [consulté le 01/06/2020]

Voice of America (VOA), *Lancement d'une première unité mêlant armée et ex-rebelles*, 17/10/2019, <https://www.voafrique.com/a/lancement-d-une-premi%C3%A8re-unit%C3%A9-m%C3%AAlant-arm%C3%A9e-et-ex-rebelles/5127449.html> [consulté le 28/10/2019]

Voice of America (VOA) (Badou E.), *Des Casques bleus tuent 12 combattants d'un groupe armé dans la zone de Birao*, 18/02/2020, <https://www.voafrique.com/a/combattants-d-un-groupe-arm%C3%A9-tu%C3%A9s-dans-des-combats-avec-des-casques-bleus/5293329.html> [consulté le 01/06/2020]

Voice of America (VOA) (Sipila F.), *Des combats violents font des dizaines de morts à Ndélé, dans le nord-est de la RCA*, 30/04/2020, <https://www.voafrique.com/a/centrafrique-rca-combats-meurtriers-%C3%A0-nd%C3%A9l%C3%A9/5399176.html> [consulté le 01/06/2020]

Wikipedia (Borysk5), *Central African Republic Civil War (as of 6 May 2020)*, 06/05/2020, [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:War\\_in\\_Central\\_African\\_Republic.svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:War_in_Central_African_Republic.svg) [consulté le 01/06/2020]

Xinhua, *Centrafrique : l'ONU et ses partenaires saluent la proclamation des résultats définitifs du scrutin présidentiel*, 05/03/2016, [http://french.china.org.cn/china/txt/2016-03/05/content\\_37943122.htm](http://french.china.org.cn/china/txt/2016-03/05/content_37943122.htm) [consulté le 15/02/2019]

Xinhua, *Centrafrique : une dizaine de personnes portées disparues après une attaque contre un camion humanitaire dans le sud-est du pays*, 29/10/2019, [http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-10/29/c\\_138510879.htm](http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-10/29/c_138510879.htm) [consulté le 30/10/2019]

Xinhua, *Centrafrique : deux morts dans de nouvelles violences des rebelles dans le sud-ouest*, 04/03/2020, [http://french.xinhuanet.com/afrique/2020-03/04/c\\_138840688.htm](http://french.xinhuanet.com/afrique/2020-03/04/c_138840688.htm) [consulté le 01/06/2020]

Xinhua, *Centrafrique : le parti de l'ex-président Bozizé se range du côté de l'opposition*, 13/08/2019, [http://french.xinhuanet.com/2019-08/13/c\\_138304169.htm](http://french.xinhuanet.com/2019-08/13/c_138304169.htm) [consulté le 01/06/2020]

Xinhua, *Centrafrique : un leader de groupe armé renonce à sa nomination au gouvernement*, 25/03/2019, [http://french.xinhuanet.com/2019-03/25/c\\_137920821.htm](http://french.xinhuanet.com/2019-03/25/c_137920821.htm) [consulté le 01/06/2020]

Xinhua, *RCA: le chef du groupe armé 3R accepte de déposer les armes*, 12/11/2019, [http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-11/12/c\\_138548162.htm](http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-11/12/c_138548162.htm) [consulté le 01/06/2020]

Xinhua, *RCA: un ex-chef rebelle démissionne du poste de conseiller militaire à la Primature*, 27/08/2019, [http://french.xinhuanet.com/2019-08/28/c\\_138344056.htm](http://french.xinhuanet.com/2019-08/28/c_138344056.htm) [consulté le 01/06/2020]